

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'USAGE DES CONTRATS DE MARIAGE
EN NORMANDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le mercredi 2 Juin 1909, à 4 heures.

PAR

Robert VIVIEN

Président : M. LEFEBVRE, *professeur.*
Suffragants { MM. CHÉNON, *professeur.*
GARÇON, *professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCÉL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE
L'USAGE DES CONTRATS DE MARIAGE
EN NORMANDIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

Présentée et soutenue le mercredi 2 Juin 1909, à 4 heures.

PAR

Robert VIVIEN



Président : M. LEFEBVRE, *professeur.*
Suffragants } MM. CHÉNON, *professeur.*
GARÇON, *professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1909

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.

DE

L'USAGE DES CONTRATS DE MARIAGE

EN NORMANDIE

INTRODUCTION

Le Code civil, tout en établissant un régime légal, la communauté de biens, a laissé aux futurs époux la plus grande liberté pour la rédaction de leurs conventions de mariage. Leur volonté est souveraine et la loi leur donne toutes facilités pour établir eux-mêmes avec les éléments qu'elle leur fournit, un régime matrimonial qui réponde à leurs besoins et à leur situation. Seule, la nécessité de respecter le principe d'ordre public s'impose aux parties. Toutes les clauses contraires aux bonnes mœurs, celles qui portent atteinte à

la puissance maritale, à la puissance paternelle sont prohibées. En outre, aux termes de l'article 1390 du Code civil, il est interdit aux époux « de stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par l'une des coutumes, » lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les différentes parties du territoire français ».

Le législateur, désireux d'apporter le plus de garanties possible à son œuvre d'unification et pour éviter un retour au morcellement matrimonial qui précédait la Révolution, n'a pas permis aux parties d'adopter, d'une seule pièce et d'un trait de plume, un régime établi par l'une des coutumes abrogées.

Mais si cette prohibition a eu pour effet de faire passer au second plan la lettre même des anciens textes, elle n'a pu empêcher la pratique d'en faire revivre l'esprit sur de nouvelles bases.

En effet, jetant un coup d'œil sur l'ensemble de la France au point de vue de la répartition des régimes matrimoniaux, on retrouve, même encore aujourd'hui, la trace très nette des grandes divisions traditionnelles de l'ancien droit : Pays de Coutumes, Pays de Droit écrit, Province normande. Sans doute le contraste est moins absolu, la pénétration réciproque escomptée par les rédacteurs du Code a amené un nivellement incontestable. Mais régime dotal et communauté ont conservé chacun leurs positions respectives et la Normandie elle-même, restée fidèle au cours de tout le siècle dernier au régime matrimonial de sa coutume disparue, a continué de faire tache, en quelque sorte, sur l'ensemble des pays du

nord de la France où domine la communauté de biens entre époux.

Cette survivance s'explique, dans une certaine mesure, pour les anciens pays de droit écrit qui forment un bloc particulièrement résistant aux influences étrangères. Mais elle prend un singulier relief en ce qui concerne la Normandie, isolée et destinée, semblait-il, par sa situation même, à l'envahissement rapide de la communauté.

Il n'en a rien été. Le régime normand a résisté, au cours de l'ancien droit et même depuis le Code civil, à toutes les influences ; il a surmonté toutes les crises et ses dispositions fondamentales se sont perpétuées jusqu'à nous.

C'est là un fait digne de retenir l'attention. Ses causes sont profondes, car, à la vérité, si quelques circonstances économiques ont contribué, notamment depuis la Révolution, à maintenir en vigueur les vieilles dispositions coutumières, c'est avant tout dans la force des traditions qu'elles ont puisé leur vitalité, et c'est aux origines mêmes du droit normand qu'il faut se reporter pour comprendre comment cette institution originale a pu si longtemps demeurer intacte.

La question des origines du droit normand a fait l'objet de nombreuses études et ne semble pas avoir jamais été définitivement résolue. Les uns veulent voir dans le droit scandinave la source directe des institutions juridiques normandes, d'autres les rattachent aux coutumes des Germains. Certains mêmes ont cru pouvoir établir une relation entre le régime matrimonial normand et le régime dotal romain.

Nous n'entrerons pas dans le détail d'une controverse pour

laquelle nous ne sommes nullement qualifié et qui dépasse les limites de cette étude. Nous essaierons cependant de dégager très brièvement de l'ensemble des systèmes proposés, quelles influences ont contribué plus particulièrement à donner et à conserver à la Coutume normande son caractère nettement original.

A la base des destinées de la Coutume, il est tout d'abord un fait historique : l'invasion des Normands. Sans doute, on ne saurait soutenir que ces envahisseurs barbares ont introduit dans les régions conquises un ensemble de principes juridiques imposés bientôt par la force ; par contre, on ne peut se refuser à admettre qu'à défaut de véritables principes ces peuplades apportaient du moins des mœurs et des traditions qui se sont implantées et fixées peu à peu, fusionnant avec les mœurs et les traditions locales.

Leur empreinte est fortement marquée dans toute la Coutume : prérogatives masculines, autorité du mari, ces idées dominant toute l'organisation juridique en Normandie et constituant, à n'en pas douter, l'apport de l'invasion.

Cette notion de puissance masculine a été, en effet, plus forte chez les Normands que partout ailleurs. Le mari était, vis-à-vis de la femme, un maître investi de tous les droits. L'autorité maritale se manifestait alors sous une forme empreinte d'une extrême rudesse. Elle était telle que pouvaient la concevoir ces peuples guerriers chez lesquels l'organisation de la famille et sa seule garantie reposaient sur la force du mâle.

Importée en Normandie, une semblable donnée, loin de

s'affaiblir, s'est développée grâce à un concours de circonstances favorables qui lui ont permis de résister aux influences contraires.

En premier lieu, lorsque les Anglo-Normands, depuis longtemps chrétiens, entreprirent de donner forme de loi à leurs usages et à leurs traditions, ils songèrent tout naturellement à se servir des formules et des maximes de l'Écriture sainte. Ils prirent celles d'entre elles qui s'adaptaient à leurs besoins et à leurs tendances. L'on vit ainsi la notion rude et guerrière de toute puissance maritale renforcée par la donnée chrétienne d'unité des époux : « *Sub potestate viri, eris* » *ipse dominabitur tibi* ». — « *Et jam sunt una caro vir et uxor* ». L'homme et la femme ne font qu'un, la personnalité de la femme est absorbée par celle de son mari.

Mais ce principe, qui a gardé presque jusqu'à nos jours toute sa rigueur dans les pays anglo-saxons, s'est trouvé tempéré en Normandie par le contact immédiat des pays de communauté imbus des idées de société entre époux. La suspension de la personnalité de la femme s'est transformée en une simple incapacité qui la maintenait sous l'étroite dépendance du mari, qui lui supprimait toute initiative, mais qui, juridiquement, laissait intacte sa personnalité.

L'influence de la communauté voisine aidée par les progrès de la civilisation s'est d'ailleurs manifestée sur d'autres points du droit normand ; l'autorité maritale prit peu à peu une forme moins rude ; la femme, longtemps traitée comme pouvait l'être une esclave, connut les égards d'une compagne ; à un autre point de vue, l'inaliénabilité absolue des biens

aboutit à l'inaliénabilité en valeur consacrée par la Coutume de 1583.

Peut-être aurions-nous à constater d'une façon plus marquante les effets d'influences aussi puissantes ; peut-être même cette communauté, que le Droit normand exclut et dont il porte cependant quelques traces, serait-elle devenue en Normandie comme dans le nord de la France le droit commun, si d'autres éléments n'étaient intervenus.

Le sort historique de la Normandie a joué là encore un rôle capital. Isolée politiquement du reste de la France, érigée en grande seigneurie indépendante, elle s'est organisée en un régime féodal particulièrement sévère. Or, les mœurs et les traditions cadraient avec les nécessités politiques. Autorité maritale, prérogatives des mâles : autant de garanties pour un régime qui veut des maisons fortes, des seigneurs puissants et qui, dans ce but, sacrifie la femme, épouse ou fille.

La féodalité s'est appuyée sur ces mœurs populaires importées par l'invasion. Elle les a définitivement fixées, elle en a fait un véritable système, « une combinaison d'ordre général » ⁽¹⁾, imposée à tous, sans distinction de classe ou de situation.

La merveilleuse concordance des traditions avec les tendances politiques, leur parfaite adaptation, n'est-ce pas là ce qui permet d'expliquer comment la Coutume de Normandie a pu garder une place à part dans l'histoire du droit français,

(1) Le Poittevin, *Nouvelle revue historique*, 1889, p. 578.

en face de l'imposante unanimité des pays de coutumes fidèles au régime de communauté entre époux ?

Cependant, dans le trouble et la confusion qui marquèrent la période révolutionnaire, la Normandie avait abandonné momentanément ses institutions propres et s'était ralliée au régime de communauté. Mais elle devait bien vite se ressaisir, et, malgré les difficultés que créait le code civil, reconstituer aussi fidèlement que possible son régime matrimonial, en se conformant aux principes nouvellement établis.

Quels sont les éléments qui ont assuré depuis plus d'un siècle le succès de ce régime ?

Si la raison politique, la nécessité de conserver à la Normandie son indépendance, son rang de grande province, a disparu avec l'ancienne division de la France en provinces, les raisons traditionnelles dont nous avons constaté les profondes assises ont gardé toute leur force. Le caractère normand est resté très pur et a conservé intacts les traits essentiels de la race. Tout d'abord, c'est la foi dans les errements des ancêtres, le respect inné des traditions, en même temps qu'une sorte de méfiance pour ce qui va à l'encontre des usages établis. C'est aussi son extrême prudence auxquelles les garanties que présentent le régime dotal donnent satisfaction. Enfin, c'est l'attachement au patrimoine foncier des aïeux, l'amour de la terre considérée comme seule richesse. Le Normand a le souci d'assurer après lui la conservation de la propriété qu'il a reçue de ses parents, dont il a vécu et à laquelle il a donné tous ses efforts. Aussi il se confie volontiers à un régime matrimonial qui fut celui de ses ancêtres et

sur lequel il compte pour empêcher le morcellement ou la dissipation de son bien.

Pour répondre à ces tendances, la pratique normande, au lendemain de la promulgation du Code civil, introduisit dans les contrats de mariage dont la rédaction lui était confiée, des dispositions qui s'inspiraient directement de l'ancienne Coutume normande. Il s'est ainsi créé une sorte de contrat de mariage type qui a été presque universellement adopté en Normandie au cours du siècle dernier.

C'est ce contrat de mariage qui a conservé au droit matrimonial des cinq départements normands un cachet si original et c'est ce contrat qui fait l'objet de notre étude.

Nous avons dit quels liens étroits l'unissent à la Coutume de Normandie. Aussi nous nous proposons tout d'abord de passer rapidement en revue les dispositions de cette Coutume normande elle-même, en nous attachant plus particulièrement aux points que nous devons retrouver en étudiant le contrat de mariage sous le Code civil. C'est ainsi que cette première partie de notre étude va porter sur les points suivants :

1° Droits du mari sur l'apport de la femme. Absence de véritables paraphernaux. Droit de jouissance et d'administration très large ;

2° Protection de la fortune immobilière de la femme. Bref de mariage encombré. Remploi. Droit de récompense. Recours contre les tiers ;

3° Droits de la femme aux meubles et aux conquêts à la dissolution du mariage.

PREMIÈRE PARTIE

L'ancien Droit normand.

CHAPITRE PREMIER

DROITS DU MARI SUR L'APPORT DE LA FEMME

I. *Immeubles*. — Il n'est pas douteux que, primitivement, le mari normand, maître de sa femme, était maître de tous ses biens. Cela résulte d'anciens textes et d'anciennes mœurs d'où on a tiré le principe de l'absorption de la personnalité de la femme par celle du mari. Lui seul avait une existence juridique, lui seul pouvait être propriétaire. Mais, cette notion venant à se modifier sous les influences que nous avons signalées, les droits du mari apparaissent peu à peu moins absolus, à ce point que dans le dernier état de la Coutume, il n'est plus qu'un simple usufruitier, en ce qui concerne du moins la partie immobilière de l'apport de la femme. Il ne peut plus disposer de ses immeubles, les aliéner ou les hypothéquer. Il n'en a que les revenus.

« Tout, dit Houard ⁽¹⁾, indique la supériorité du mari sur l'administration des biens, mais en même temps tout l'avertit qu'il ne doit être qu'administrateur et non dissipateur ». La Coutume, en effet, a le souci constant de la conservation de la dot. Partie de l'idée d'incapacité absolue de la femme, ne lui donnant que des droits extrêmement restreints, elle leur accorde du moins une protection particulièrement efficace, « dot de la femme ne doit jamais se perdre », dit l'adage normand, et, de fait, la Coutume tient à lui en assurer à tout prix la restitution.

C'est là le but de cette inaliénabilité, spéciale à la Normandie, que nous étudierons ailleurs. Nous constatons seulement ici, que les pouvoirs du mari se bornent à des actes de pure administration et de jouissance. Il touche les revenus, il acquiert les fruits jour par jour, il passe des baux, il exerce seul les actions immobilières possessoires, mais il n'est qu'administrateur et, comme tel, il doit rendre compte. Ainsi, s'il laisse tomber en ruine, faute de réparations, des maisons appartenant à la femme, s'il fait des coupes de bois de haute futaie sur ses biens, il lui devra récompense pour la moins value provenant de son fait.

Ce droit de jouissance et d'administration présente, en outre, certaines particularités.

1° Il s'étend à tout le patrimoine de la femme. Or, à Rome et dans les pays de droit écrit, au contraire, il s'applique exclusivement à la dot. Les autres biens, les paraphernaux,

(1) Houard, *Dictionnaire*, article « Mari ».

sont soustraits à l'autorité maritale; la femme en touche elle-même les revenus, les administre, les aliène à son gré. Cette catégorie de biens est inconnue de la Coutume normande. Le mot « paraphernal » que nous y rencontrons cependant est pris dans une acception très particulière. Sont considérés comme paraphernaux, quelques objets essentiellement personnels à la femme. Son linge, ses vêtements par exemple, objets qu'elle a le droit de reprendre à la dissolution du mariage. On ne saurait évidemment les assimiler aux paraphernaux du droit romain qui représentent parfois une part importante de la fortune de la femme.

De cette absence de paraphernaux véritables, il ne faut pas conclure que tous les biens sont dotaux en Normandie. La définition pourtant si large que les commentateurs et la jurisprudence donnent du mot « dot » laisse à part un certain nombre de biens. Mais au point de vue qui nous occupe, l'intérêt de la distinction n'apparaît pas : le mari a sur ces biens extradotaux comme sur la dot proprement dite, les mêmes droits de jouissance et d'administration. Sous ce rapport, la fortune de la femme est soumise à un régime unique et les différences entre les catégories de biens qui la composent résident dans les mesures protectrices dont la coutume a entouré ces biens.

2° Le droit d'usufruit du mari ne s'éteint pas nécessairement par la dissolution du mariage. En cas de prédécès de la femme et si un enfant est né du mariage le mari conserve jusqu'à sa mort son droit de jouissance : c'est le « gain de survie ».

En retour, le mari doit pourvoir s'il y a lieu à l'entretien des enfants issus d'un précédent mariage de sa femme, à moins qu'ils n'aient des biens suffisants.

Au cas où le mari contracte un second mariage, son droit de jouissance ne s'étend plus qu'au tiers des biens de la femme prédécédée (1).

II. *Mobilier*. — A l'origine, les droits du mari sont absolus sur le mobilier comme sur tout le reste de la fortune de la femme. Celle-ci avait cependant la faculté de se réserver la propriété de certains biens, par contrat de mariage. Mais la Coutume Réformée, tout en maintenant le principe, apporte de nombreuses restrictions aux droits du mari : elle ne lui laisse en toute propriété qu'une partie du mobilier.

1° L'article 511 de la Coutume dispose « Deniers donnés » pour le mariage des filles, par père, mère, aïeul ou autre » ascendant ou par les frères et destinez pour être leur dot » sont réputés immeubles et propres à la fille encore qu'ils » ne soient ni employés ni consignés ; et où autres personnes » auraient donné deniers en faveur du mariage pour être » convertis en héritages ou rente au nom de ladite fille » seront pareillement réputés immeubles et tiennent nature » d'acquêts en la personne de la fille ».

Toutes les donations mobilières faites à la femme lors de son « mariage », par ses parents, et destinées à former sa dot, sont traitées par la Coutume comme de véritables immeubles. Cette fiction, toujours inspirée par le souci de conserver à la

(1) Ranchon, *Régime de la dot en Normandie*. Thèse, p. 62.

femme ce qui lui échoit pour « tenir son nom, coté et ligne », enlève en fait au mari la plus grande partie des deniers dotaux. Les biens meubles donnés à la femme à titre de dot par les ascendants ou les frères et sœurs, ceux mêmes que des étrangers lui donnent en faveur du mariage à charge d'être employés en achat d'héritages, perdent leur caractère mobilier, ils bénéficient des mêmes garanties que les immeubles, à l'encontre du mari qui n'a plus sur eux qu'un droit d'usufruit.

2° « Les meubles échus à la femme constant le mariage » appartiennent au mari à charge d'en employer la moitié » en héritage ou rente pour tenir le nom, coté et ligne de la » femme si tant est qu'ils excèdent la moitié du don mobil » qui a été fait au mari en faveur du mariage » (Coutume de Normandie, article 390).

Les droits du mari sur le mobilier de la femme sont ici subordonnés à l'existence et à la quotité du don mobil. Ce don mobil consiste en une donation faite par la femme au mari dans les conventions de mariage. Il comprend, en général, le tiers des immeubles et la totalité des meubles de la femme.

Aux termes de cet article 390, si les meubles que recueille la femme pendant le mariage excèdent la moitié du don mobil fait au mari, celui-ci acquiert seulement la moitié des meubles échus, il doit employer la seconde moitié en achat d'immeubles ou de rentes. C'est une seconde restriction apportée aux droits du mari déjà largement avantagé par le don mobil.

Mais les commentateurs se plaignaient de l'ambiguïté de l'article 390. Basnage ⁽¹⁾ disait notamment : « Il demeure » incertain si le mari est tenu à quelque emploi lorsqu'il » n'y a point de don mobil, ou, en cas qu'il y soit obligé, » quelle portion il en doit remplacer ».

La jurisprudence trancha la question dans un arrêt du 26 février 1639 : elle décida, à l'encontre de la majorité des auteurs, que le mari devait employer la moitié des meubles échus pendant le mariage, même s'il n'avait pas été fait de don mobil.

En résumé, la partie du mobilier laissée au mari en toute propriété se trouve ainsi singulièrement restreinte. Il n'a sur le reste qu'un droit d'usufruitier complété par de larges pouvoirs d'administrateur mais, comme tel, il est responsable sur ses biens des restitutions éventuelles dues à la femme.

(1) Basnage, sous article 390, p. 90 (édition de 1709, chez Maurry à Rouen).

CHAPITRE II

PROTECTION DE LA FORTUNE IMMOBILIÈRE DE LA FEMME MARIÉE

L'inaliénabilité absolue assurait à la femme, sous l'empire du très Ancien coutumier, la conservation de sa fortune immobilière. Toute vente d'un immeuble était nulle et la femme pouvait se prévaloir de cette nullité, alors même qu'elle eût consenti expressément à l'aliénation.

Le très Ancien coutumier ⁽¹⁾ s'exprimait ainsi : « Si vero » *spontus martagium vel dotem invadiaverit uxoris sue ipsa* » *volente vel forjurante, precepto mariti sui non tenebitur,* » *sed mullier illa habebit et integra sicut ei data fuerunt* » *ante ostium ecclesiæ... Si autem duxerit virum durante* » *matrimonio non valet aliquis contractus factus de terra* » *mulieris, immo revocabitur in irritum post mortem mariti* ».

En présence de la gêne que causait un système aussi rigoureux et sous l'influence des pays voisins, la coutume réformée, confirmant une jurisprudence solidement établie, adopta

⁽¹⁾ *Très Ancien coutumier*, Pars prima, ch. IV, § I, éd. Tardif, p. 31 ; Pars altera, ch. LXXX, § 5, éd. Tardif, p. 83. Texte français dans Marmier, p. 61 et 65.

définitivement le système mixte de l'inaliénabilité en valeur, qui est un des points originaux de la Coutume normande.

Ce système, « qui tient, nous dit Basnage ⁽¹⁾, une voie » mitoyenne entre le Droit écrit et les autres Coutumes de » France », évite les inconvénients de l'inaliénabilité absolue de l'ancienne Coutume tout en protégeant la fortune de la femme avec une même efficacité.

Désormais, il faudra distinguer suivant que l'aliénation a été consentie par le mari seul ou par la femme sans autorisation ou bien au contraire lorsque les deux époux ont concouru à la vente.

§ I. *La vente est consentie par le mari, sans le concours de la femme ou par la femme sans autorisation.*

Dans cette première hypothèse, la Coutume de 1583 laisse subsister la règle primitive : la vente est nulle. La femme pourra se faire restituer le bien indûment aliéné. Elle dispose à cet effet de la très ancienne procédure appelée : « Bref de mariage encombré ».

L'article 537 de la coutume définit ce bref, et il en détermine les conditions d'exercice.

« Bref de mariage encombré équipolle à une réintégrande » pour remettre les femmes en possession de leurs biens » moins que dûment aliénés pendant le mariage ainsi qu'elles » avaient lors de l'aliénation et doit être intenté par elles ou

(1) Basnage, II, p. 402, col. 1.

» leurs héritiers dans l'an de la dissolution du mariage sauf
» à eux à se pourvoir après l'an et jour par voie propriétaire ».

Conformément aux dispositions de cet article, la femme sera donc « remise en possession » de son bien dans l'état où il se trouvait lors de l'aliénation; elle ne doit supporter aucun préjudice du fait de cette aliénation indue.

Avant 1583 la femme seule avait le droit d'agir en nullité, le bref était personnel. Au contraire, la Coutume Réformée donne à ses héritiers les mêmes droits et la même action. Mais tous doivent agir dans le délai d'an et jour de la dissolution du mariage.

Lorsque la femme laisse passer ce délai, elle n'est pas cependant dénuée de tout recours. Il lui reste la faculté d'agir « par voie propriétaire », c'est-à-dire en se conformant au droit commun régissant l'action en revendication.

La Coutume dit que le bref de mariage encombré devra être exercé dans l'an et jour de la dissolution du mariage. Aucune difficulté en cas de décès du mari ou de la femme.

Mais, lorsqu'au cours de l'union conjugale intervient une séparation de biens, on a discuté pour savoir si la femme devait intenter son action dans l'an et jour de la séparation, ou, au contraire, si elle devait attendre la dissolution du mariage. Cette dernière solution paraissait l'emporter. Elle est d'ailleurs conforme à la lettre de la Coutume, qui prévoit seulement le cas de dissolution du mariage. « C'est de ce » temps là seulement, dit Basnage ⁽¹⁾, que les liens de l'au-

(¹) II, p. 391.

» torité maritale sont véritablement dissous et rompus et
» c'est par conséquent de ce temps là seulement qu'elle (la
» femme) est devenue parfaitement libre et qu'elle peut s'op-
» poser et détruire à ce que son défunt mari avait fait à son
» préjudice ».

Lorsque la femme prend part aux meubles et aux conquêts, à la mort du mari, elle acquiert le titre d'héritière. Elle doit donc « entretenir » tous les faits de son mari. Dans ce cas là, elle perd le droit de troubler les acquéreurs de ses biens si c'est avec le mari qu'ils ont traité. C'était l'avis de la majorité des auteurs, malgré les dispositions de l'article 365, qui accorde à la femme, en plus de sa part dans les conquêts, la restitution de sa dot. Cet argument ne pouvait pas prévaloir, en l'espèce, car l'article 365 ne vise que les héritiers du mari. On ne pouvait pas s'appuyer sur lui pour dispenser la femme, vis-à-vis des créanciers et des tiers acquéreurs, de l'obligation de garantie qui incombe à tout héritier ⁽¹⁾.

§ II. *Le mari et la femme concourent à l'aliénation.*

L'aliénation du bien de la femme est permise quand elle est faite par le mari du consentement de la femme ou par la femme de l'autorité de son mari.

Tel est le principe posé par l'article 538 de la Coutume Réformée dérogeant aux anciens usages normands et s'écartant de la règle romaine de l'inaliénabilité absolue.

La vente ainsi consentie rentre dans les règles du droit

(1) Baspage, II, p. 390.

commun quant à ses conditions de validité. Les vices du consentement, le dol, la fraude, la lésion, la minorité restent des nullités que sanctionne l'action en rescision.

Mais ce système de l'aliénabilité n'a pas été adopté sans des correctifs puissants. Si la notion d'absorption de la personnalité de la femme s'est affaiblie, préparant l'évolution de la Coutume vers un régime moins rude, le principe de la conservation du bien dotal n'en subsiste pas moins dans toute sa force. La Coutume n'a admis l'aliénabilité qu'en organisant tout un système de garanties qui mettent la femme, contre elle-même et contre son mari, à l'abri de toute éventualité de nature à compromettre sa fortune immobilière.

De plus, en marge de ce principe, la Coutume établit deux exceptions : la femme séparée de biens et la femme marchande publique ne peuvent aliéner leurs biens, même avec l'autorisation du mari. L'indépendance dont chacune d'elles jouit a paru suffisante pour justifier une plus grande sévérité à leur égard. En conséquence, leurs biens sont frappés d'une indisponibilité spéciale qui rend nulle toute aliénation.

1° *Le remploi*. — Lorsqu'un bien dotal est aliéné dans les conditions prévues par l'article 538, le mari est tenu d'employer le prix en achat d'héritages. Cette obligation est la base du régime normand. Les autres garanties offertes à la femme ne sont que subsidiaires et ne sont accordées que si le mari n'a pas effectué le remploi.

La validité de ce remploi est subordonnée d'abord à l'acceptation expresse de la femme et à une déclaration du mari attestant que ce sont les deniers provenant de l'aliéna-

tion du bien dotal qui ont servi au paiement de l'immeuble acquis en remploi.

Cet immeuble doit avoir une valeur au moins égale à celle de l'immeuble aliéné, car la femme ne doit subir aucune perte par suite de l'aliénation et elle aurait, le cas échéant, droit à récompense sur les biens du mari. Si l'immeuble acquis en remploi a une valeur supérieure à celle de l'immeuble aliéné, la plus-value profite à la femme si elle a pour origine les conditions particulièrement avantageuses dans lesquelles le mari a traité. Par contre, si l'avantage procuré à la femme correspond à une diminution de la fortune du mari, soit qu'il ait fourni un complément de prix, soit que l'immeuble ait été donné par lui à titre de remploi, les héritiers du mari ou ses créanciers peuvent intervenir. La Coutume interdisant strictement les donations entre époux, il y a lieu de procéder à une estimation du bien cédé, puis à un règlement. D'ailleurs, en principe, il n'est pas interdit au mari de céder un de ses biens pour servir de remploi à la femme. Mais c'est à la condition que « ce soit sans fraude et déguisement et que la valeur des héritages soit pareille » ⁽¹⁾.

L'amortissement d'une rente grevant un immeuble de la femme peut tenir lieu de remploi, à moins qu'une clause du contrat de mariage n'oblige expressément le mari à faire le remploi en fonds de terre.

Enfin l'acquit des dettes de la future épouse était considéré souvent, en l'absence de texte légal, comme un remploi,

(1) Coutume de Normandie, article 411.

valable, conformément à l'adage « *Bona non dicuntur nisi deducto ære alieno* ».

D'autre part, il n'était pas possible d'effectuer le remploi en biens situés hors de la Normandie. En raison du principe de la territorialité des Coutumes, les immeubles étant aliénables dans toutes les régions voisines de la Normandie, le remploi aurait ainsi perdu toute son efficacité et sa raison d'être.

2° *Droit de récompense*. — Lorsque le mari a négligé de se conformer à l'obligation de remploi que la loi lui impose, la femme n'en doit nullement souffrir : la Coutume lui donne le droit de reprendre sur les biens du mari la valeur sortie de son patrimoine et cette reprise est garantie par une hypothèque légale.

C'est ce qui résulte de l'article 539 : « Si la dot de la » femme a été aliénée en tout ou partie pendant le mariage » et que les deniers ne soient convertis à son profit, elle aura » récompense du juste prix sur les biens de son mari du jour » du contrat de mariage ou célébration d'icelui ».

Cet article parle seulement des biens dotaux. Or, nous avons vu que le caractère dotal était refusé à toute une catégorie de biens, sans que cette distinction n'ait d'autre motif qu'une différence dans la protection que la loi leur accorde.

En effet, aux termes de l'article 542, « tous autres biens » appartenant aux femmes, autres que la dot, soit à droit de » succession, donation, acquisition ou autrement, s'ils sont » aliénés... et que le prix provenant de la vente n'ait été » converti au profit de la femme, elle doit avoir récompense

» sur les biens de son mari. Mais l'hypothèque prend seulement pied du jour de l'aliénation ».

Ainsi la reprise des biens dotaux est garantie par une hypothèque qui naît dès le contrat de mariage ou la célébration ; la reprise des biens non dotaux est garantie par une hypothèque qui, elle, ne prend date que du jour de l'aliénation.

Mais que fallait-il entendre par « dot » ? Des divergences sérieuses existaient sur ce point entre les commentateurs. Strictement la dot se compose de tout « ce qui échoit à la femme pour tenir son nom, côté et ligne ». Ainsi ce que la femme apporte ou ce qui lui est donné à l'occasion de son mariage est dotal, à l'exclusion de ce qu'elle recueille au cours du mariage à titre de succession, donation ou acquisition. C'est là la définition établie par la Coutume et qui n'a cependant pas prévalu. « On a trouvé tant de justice, dit » Basnage ⁽¹⁾, à mettre au rang de la dot ce qui venait à la » femme en ligne directe que l'usage s'en est établi sans » aucune opposition ». Ce fut, en effet, la solution de la jurisprudence, malgré l'opinion de certains auteurs.

La question n'a d'ailleurs pas une importance considérable : que l'hypothèque dont elle profite remonte au jour de l'aliénation au lieu du jour du contrat ou de la célébration du mariage, la femme est toujours sûre de n'être pas irrémédiablement dépouillée, puisque, en cas d'insuffisance des biens du mari, elle a un recours contre le tiers acquéreur.

(1) III, p. 407.

L'article 539 n'en a pas moins soulevé de nombreuses difficultés. Il semble pourtant qu'en dehors de la définition du mot dot, ses dispositions ne prêtent à aucune controverse. Deux cas sont en effet prévus : ou bien il y a un contrat de mariage ; alors l'hypothèque prend rang du jour du contrat ; par suite, la femme prime les créanciers postérieurs à cette date, tandis qu'elle doit subir le concours des créanciers antérieurs ; ou bien il n'y a pas de contrat de mariage, et alors l'hypothèque ne prend rang que du jour de la célébration.

Mais si la situation reste nettement posée en présence de cette seconde hypothèse (l'absence de contrat), il n'en va plus de même lorsque des conventions de mariage sont intervenues entre les époux.

Un règlement de l'année 1600 déclare en effet que l'hypothèque de la femme ne prend rang que du jour de la reconnaissance du contrat de mariage s'il n'a pas été rédigé dans la forme authentique.

Cette disposition ne concordait pas avec l'article 539, qui ne mettait aucune condition spéciale au droit qu'avait la femme de faire remonter son hypothèque au jour du contrat, et ne distinguait nullement entre le contrat reconnu ou non.

Les auteurs étaient fort embarrassés de ce conflit et l'un d'eux, Godefroy ⁽¹⁾, ne voyait d'autre solution que d'exiger la reconnaissance de tous les contrats, s'ils n'étaient authentiques, pour conserver à l'hypothèque de la femme le rang que lui accorde l'article 539.

Basnage ne s'est pas laissé arrêter par l'incompatibilité de

(1) Godefroy sur Berault, II, p. 559.

la Coutume et du règlement. Que voulait la cour, en édictant les dispositions du règlement de 1600? Empêcher qu'un mari ou qu'un père acculés par des créanciers ne simulent, dans un soi-disant contrat de mariage sous seings privés, établi pour la circonstance, une dot au profit de la femme. Toute action des créanciers viendrait alors se briser à l'hypothèque légale protégeant cette dot fictive sans qu'il y ait moyen de démasquer la fraude. La « reconnaissance » exigée donnant date certaine au contrat prévenait la possibilité d'une semblable manœuvre, c'était là le but du règlement.

Mais lorsqu'il s'agit du remboursement de la valeur d'un immeuble aliéné toute fraude de ce genre est impossible. La vente d'un immeuble ne se simule pas, l'acte qui la constate est authentique, le prix en est certain. Par conséquent s'il s'agit de la récompense d'un immeuble aliéné l'hypothèque prendra rang du contrat de mariage qu'il soit authentique ou sous seings privés, reconnu ou non. Par contre, si la femme poursuit la restitution d'une somme dotale, la nécessité de la reconnaissance apparaît : elle seule permettra de faire remonter l'hypothèque au jour du contrat s'il est sous seings privés ⁽¹⁾.

Pour les biens dotaux, la situation se présente donc ainsi :

I. S'il n'y a pas de contrat de mariage, l'hypothèque remonte à la célébration, dans tous les cas.

II. S'il y a un contrat de mariage, il faut envisager deux hypothèses :

1° La femme demande récompense du prix d'un immeuble

(1) Basnage, II, p. 408.

aliéné : l'hypothèque prend pied du jour du contrat de mariage, quelles que soient sa forme et ses garanties d'authenticité ;

2° S'il s'agit pour la femme d'obtenir la restitution d'une somme dotale, l'hypothèque remonte soit au jour du contrat s'il est reconnu ou authentique, soit de la célébration, si le contrat, passé sous seings privés, n'a pas été reconnu.

Basnage fait ressortir toutes ces distinctions, mais il exprime le regret que la Coutume ne s'en soit pas tenue à un régime unique conforme aux dispositions de l'article 542, qui régit les biens non dotaux ⁽¹⁾. En faisant remonter l'hypothèque jusqu'au jour du contrat ou de la célébration du mariage, la Coutume « ne favorise-t-elle pas les fraudes et n'ouvre-t-elle pas la porte à des tromperies dont on ne peut se » garantir quelque précaution que l'on puisse user » ?

Pourtant la sage Coutume n'a pas cru devoir restreindre les garanties qu'elle accorde à la femme, et le même Basnage, qui critique ses dispositions, tient à justifier lui-même la décision des rédacteurs de la Coutume : « Mais, dit-il, » parce que le mari n'a eu ce pouvoir de disposer du bien de » la femme qu'en conséquence du mariage et que ce n'est » que par la considération de l'autorité maritale qu'elle a » consenti à l'aliénation, nos réformateurs ont estimé qu'il » était raisonnable de lui donner hypothèque pour sa récom- » pense du jour que le mariage l'a engagée sous les lois du » mari ». C'est donc le désir de maintenir une juste concorde entre l'autorité qu'elle accorde au mari et la protec-

(1) Basnage, II, p. 409.

tion correspondante qu'elle assure à la femme qui a inspiré à la Coutume les dispositions de l'article 539.

Les intérêts de la femme sont sauvegardés, mais les créanciers et les tiers acquéreurs restent sans garantie. La seule compensation que la loi leur réserve, c'est une subrogation dans les droits et actions de la femme lorsqu'elle exerce, à leurs dépens, son hypothèque légale.

3° *Recours contre les tiers détenteurs.* — Si les biens du mari ne suffisent pas pour remettre la femme en possession de sa dot aliénée, elle est fondée à se retourner contre les acquéreurs de ses biens propres. C'est ce qui résulte explicitement de l'article 540 de la Coutume « et où la femme ne » pourrait avoir la récompense des biens de son mari, elle » peut subsidiairement s'adresser contre les détenteurs dudit » dot, lesquels ont option de le lui laisser ou lui payer le » juste prix à l'estimation de ce qu'il pouvait valoir lors du » décès de son mari ».

Ainsi, en toute hypothèse, le recouvrement de la dot sera assuré. C'est là un des points caractéristiques de la Coutume normande.

En effet, dans les pays de droit écrit l'aliénation du fonds dotal est entièrement nulle même si la femme a donné son consentement. Dans les pays de communauté, l'aliénation est au contraire permise, sans même que le mari soit tenu à emploi, s'il n'y est expressément contraint par le contrat de mariage. Un vieux proverbe, faisant allusion à cet état de choses, disait que le mari ne pouvait se lever assez tôt pour vendre le bien de sa femme.

La Coutume de Paris avait restreint sur ce point les pouvoirs du mari, considérés à bon droit comme excessifs. Elle décidait que la femme avait droit au remploi de ses biens aliénés au cours du mariage, soit sur la communauté, soit sur les propres du mari, mais si ce dernier était insolvable, la femme restait sans recours et devait renoncer à recouvrer la valeur des biens aliénés à son préjudice.

C'est précisément là qu'apparaît l'originalité de la Coutume normande. Elle accorde à la femme, en cas d'aliénation d'un de ses immeubles propres : 1° le droit d'exiger le remploi ; 2° à défaut de remploi, un droit de récompense sur le patrimoine du mari ; 3° enfin, faute de pouvoir exercer utilement ce recours, elle lui permet de reprendre entre les mains des tiers acquéreurs le bien qu'elle-même leur avait vendu.

En d'autres termes, la validité de la vente consentie par la femme, dûment autorisée, est toujours soumise à une condition, c'est que son patrimoine n'en sera pas diminué, soit que le mari ait procédé au remploi, soit que la femme ait pu trouver récompense du bien aliéné sur la fortune du mari.

Si cette condition vient à défaillir, le contrat auquel la femme est intervenue devient nul. Les acquéreurs ne sauraient s'en plaindre, ils sont prévenus qu'en traitant avec la femme ils courent le risque de se voir un jour dépossédés.

Le consentement donné par la femme à l'aliénation de son bien ne procure à l'acquéreur qu'un avantage : il peut exiger de la femme de lui justifier qu'elle a discuté préalablement les biens de son mari. Si cette discussion n'a pas eu lieu, la

femme n'est pas recevable à poursuivre les tiers. Son recours contre eux n'est que subsidiaire.

Mais lorsque la femme établit qu'elle n'a pu trouver récompense sur les biens du mari, l'acquéreur n'a d'autre ressource que de payer ou de délaisser. S'il délaisse, la femme reprend son bien et n'a rien à prétendre de plus. S'il préfère rester propriétaire de l'immeuble, il doit à la femme la valeur de cet immeuble calculée au décès du mari, époque à laquelle il aurait fait retour à la femme en toute propriété, s'il n'était pas sorti de son patrimoine.

§ III. *Exceptions à la règle de l'inaliénabilité.*

Dans un certain nombre de cas exceptionnels et expressément indiqués, la Coutume a fait fléchir la rigueur du système de protection dont elle a entouré les biens de la femme mariée. Ces exceptions ne présentent pas un intérêt bien particulier. Il nous suffira de les indiquer brièvement.

Pour tirer le mari de prison, pour fournir des aliments à la famille, l'aliénation d'un bien propre est possible sans que la femme conserve le droit de se retourner contre l'acquéreur. Celui-ci est à l'abri de toute poursuite. Mais encore faut-il que l'aliénation ait été autorisée par justice, après avis favorable des proches parents. L'acquéreur est alors assuré de conserver son acquisition, ce qui vaut à la femme la possibilité de traiter sans difficultés, dans des conditions normales, qu'exclurait le maintien des principes ordinaires.

CHAPITRE III

DROIT DE LA FEMME AUX MEUBLES ET AUX CONQUÊTS, A LA DISSOLUTION DU MARIAGE

Le très ancien Coutumier attribuait à la femme, en cas de prédécès du mari, le quart des meubles, et il ne lui reconnaissait aucun droit sur les conquêts. Mais les tendances générales que nous avons précédemment signalées⁽¹⁾ devaient amener sur ce point une amélioration du sort de la femme. On estima qu'il était juste de la faire participer aux économies réalisées pendant le mariage, souvent grâce à son ordre, à ses soins et à son travail.

Aussi l'article 329 de la Coutume Réformée accorde-t-il à la femme un droit d'usufruit sur les conquêts en plus de son droit de propriété sur les meubles. Il ne s'agit pas là, malgré les apparences, d'un droit de communauté semblable à celui des pays de coutumes. La Normandie défend formellement la communauté entre époux : « Les personnes, conjointes par mariage, ne sont communes en biens soient meubles, soient conquêts immeubles, ainsi les femmes n'y ont rien qu'après la mort du mari » (Coutume de Normandie, article 389).

(¹) V. Introduction, p. 5.

Le droit aux conquêts accordé à la femme est donc un droit de succession. En conséquence :

1° La séparation de biens n'y donne pas ouverture;

2° Les héritiers de la femme n'ont rien à réclamer de ce chef lorsqu'elle meurt avant le mari;

3° En qualité d'héritière, la femme est tenue aux dettes; elle ne peut pas, dès lors, nous l'avons vu, troubler les acquéreurs de ses immeubles dotaux. Mais comme tout héritier, elle est libre d'accepter ou de renoncer et, dans ce dernier cas, l'obligation aux dettes disparaît pour elle, elle peut poursuivre librement le recouvrement de sa dot contre tous les tiers détenteurs.

La nature du droit de la femme n'est pas toujours celui qui vient d'être exposé. La quotité même est fort variable. La coutume n'a pas pu adopter une règle générale qui s'appliquât à toute l'étendue de la Province. Elle a dû respecter certaines traditions locales et établir de nombreuses distinctions.

La plus importante de ces différences s'observe en ce qui concerne les biens situés en bourgage ou hors bourgage. Sans songer à définir le bourgage, nous pouvons dire que les villes, les agglomérations ou les portions de territoire considérées comme telles, bénéficiaient de certains privilèges déterminés et notamment d'un régime spécial en ce qui touche les droits de la femme aux conquêts. Ainsi :

1° *Hors bourgage*. — Le droit d'usufruit sur les biens immeubles du mari prédécédé est du tiers sauf dans le bailage de Caux où il atteint la moitié. A cet usufruit s'ajoute,

en toute propriété, une part des meubles, variable suivant la qualité des enfants nés du mariage : un tiers s'il y a des enfants mâles, la moitié dans les autres cas.

C'est là le principe qui constitue en cette matière le droit commun de la Normandie. C'est de cette règle générale que nous avons pu dire qu'elle était indépendante de toute notion de communauté, et qu'elle avait nettement le caractère d'un droit de succession.

2° *En bourgage et dans le baillage de Gisors.* — La femme a droit à la moitié, non plus en usufruit mais en toute propriété des acquêts immeubles.

Ici nous sommes en présence, non plus d'un droit de succession, mais d'un véritable droit de communauté :

1° La séparation de biens y donne ouverture ;

2° Le prédécès de la femme n'empêche pas ses héritiers de profiter de la part d'acquêts, sauf à subir le droit de retrait et le droit de viduité que la coutume accorde au mari ;

3° La femme n'est tenue aux dettes *ultra vires* que parce que son droit de communauté aux acquêts en bourgage est indivisible de son droit de succession aux acquêts hors bourgage. Ainsi, la séparation de biens venant à donner ouverture aux droits de la femme, son obligation aux dettes, dégagée de toute idée de succession, est limitée à la valeur des biens qu'elle recueille.

Il est intéressant de constater cette brèche faite par l'idée de communauté à l'intransigeante rigueur des principes normands. En dehors du baillage de Gisors, qui doit à sa situation géographique son régime propre, la participation de la femme

aux acquêts en toute propriété constituait une anomalie d'autant plus frappante qu'elle s'étendait à une part importante de la fortune normande, et qu'elle était, en outre, consacrée par certains usages locaux.

Nous devons signaler ce point, en raison de l'intérêt que pourra présenter dans la deuxième partie de cette étude un rapprochement entre ces usages locaux (notamment pour la paroisse de Jumièges), les dispositions de la coutume et les clauses d'un certain nombre de contrats de mariage passés sous le Code civil.

CHAPITRE IV

LES CONVENTIONS DE MARIAGE SOUS L'EMPIRE DE LA COUTUME DE NORMANDIE

La puissante organisation du régime normand inspiré par une pensée politique et dominé par le principe de conservation des biens dans la famille, forme un tout qui s'impose aux futurs époux. La Coutume en règle elle-même tous les détails, écartant par des dispositions impératives ou prohibitives tout ce qu'elle considère comme susceptible d'y porter atteinte. Le champ laissé à la volonté des contractants est particulièrement restreint et cette volonté est subordonnée à l'intérêt public qui prime toute autre préoccupation.

On s'explique, dans ces conditions, que les conventions de mariage n'aient jamais pris l'importance qu'elles ont aujourd'hui et nous ne songeons pas à présenter un parallèle sur ce point : le contrat normand ne pouvait être qu'un accessoire, sans partie générale.

Aussi, pendant longtemps, on se dispensa de le rédiger par écrit. On avait alors recours, le cas échéant, pour établir la consistance d'un apport ou pour faire respecter une promesse, au « record de mariage », c'est-à-dire au témoignage des parents et des amis qui avaient assisté au mariage et en

présence desquels, à la sortie de l'église, on avait proclamé l'apport des époux, leurs droits, leurs concessions réciproques. Plus tard, l'usage se répandit des actes sous seings privés, sans caractère officiel, mais contre lesquels on n'admettait plus déjà le record de mariage.

Enfin, à l'apparition du règlement de 1600, il fallut songer à donner à ces actes date certaine. Nous avons vu quels avantages y trouvait la femme, notamment quant au rang de son hypothèque légale. Dès lors, la plupart des conventions de mariage furent soumises à la formalité de la reconnaissance qui répondait aux mêmes besoins que notre enregistrement moderne.

On se contentait, le plus souvent, de ce procédé et la forme authentique, malgré les garanties qu'elle présentait, resta l'exception. On reculait devant les frais qu'entraînait la rédaction d'un acte notarié, en même temps qu'on ne sentait pas la nécessité d'y recourir puisque l'acte sous seings privés reconnu, satisfaisait aux exigences du règlement.

Les clauses principales qu'on rencontrait dans les conventions de mariage portaient : 1° sur l'apport des époux, les modalités auxquelles ils entendaient soumettre la dot ; 2° le règlement des remports de la femme ; 3° le douaire et le don mobil qui ne rentrent pas dans notre cadre et que nous ne faisons que mentionner.

§ I. *L'apport des époux.*

Il ne pouvait pas être question, dans le contrat, de ce que nous appelons une constitution de dot, car la femme nor-

mande, du fait de son entrée en ménage, apporte au mari la jouissance et l'administration de tous ses biens, présents et à venir, dotaux ou non dotaux. Le contrat se borne à constater le montant de l'apport des époux. C'est sur cette base que se régleront les droits de chacun à la dissolution du mariage. C'est sur lui que la femme s'appuyera pour demander la restitution de sa dot, et, s'il a date certaine, c'est lui qui va assurer à son hypothèque légale un rang privilégié. La consistance de la dot, son mode de paiement sont aussi l'objet de clauses fréquentes. Souvent il arrive que les père et mère veulent éviter de se dessaisir immédiatement de leurs biens : leurs promesses et les droits qu'ils accordent à leurs enfants sont alors consignés dans le contrat. C'est au profit de la fille soit une donation de biens présents et à venir, soit une réserve de mariage avenant qui lui assure ses droits à la succession de ses père et mère, à l'encontre des frères, en dépit du mariage qui normalement la dépouille de tout droit successoral.

Mais ces conventions, qui ne donnaient à la fille que des espérances et non des droits actuels, étaient seulement permises dans le contrat. La donation de biens présents, à titre de dot, faisait seule exception à cette règle. Ce point avait été discuté, mais la jurisprudence était unanime en ce sens : rien dans la Coutume ne s'opposait à une augmentation tardive de la dot et il eût été injuste de refuser à la fille, déjà si peu favorisée, le droit de bénéficier d'un accroissement de la fortune de ses parents, au seul profit des frères ⁽¹⁾.

(1) Bauchon, Thèse, p. 38.

La donation faite à la fille par contrat de mariage est susceptible de réduction si elle excède le tiers de la succession des parents. La possibilité d'exiger cette réduction est accordée aux frères sous différentes formes. S'il s'agit pour eux d'exécuter une promesse des parents et que leur sœur ne soit pas encore saisie, ils disposent d'une exception pour refuser de livrer l'excédent de la quotité légale. Si, au contraire, la sœur est saisie, ils ont une action en revendication. Toutefois, en ce qui concerne les meubles détenus par la sœur, il n'y a aucun moyen pour les frères de les recouvrer. Cette solution ne cadrerait guère avec l'article 255 qui limitait les droits de la femme au tiers de la succession. Elle était cependant admise, et en fait elle n'avait pas de fâcheuses conséquences en raison de l'importance secondaire des fortunes mobilières.

§ II. *Le remport conventionnel.*

L'article 345 de la Coutume permet à la femme de reprendre, lors de la dissolution du mariage, certains objets mobiliers à son usage personnel d'une valeur proportionnée à la fortune et au rang des époux. C'est ce qu'on appelait le « paraphernal » de la femme.

Mais à côté de ce paraphernal coutumier « accordé à la femme par grâce et commisération », disent les commentateurs, et qui ne comprenait souvent que quelques meubles de peu de prix, la femme pouvait, dans son contrat, se réserver un « remport conventionnel ».

« C'est, nous dit Basnage ⁽¹⁾, une stipulation ordinaire » dans les contrats, que la femme remportera ses bagues et » bijoux, sa chambre, son carrosse et autres meubles servant » à son usage, ou une certaine somme ».

La femme a donc le choix : ou bien elle reprendra les objets en nature, ou bien, au contraire, elle demandera la somme prévue au contrat. Si aucune somme n'est stipulée, en place des meubles, la femme doit se contenter des objets existant à la dissolution du mariage, même s'ils ne répondent point aux termes du contrat.

Dans la crainte que la faculté laissée à la femme de reprendre une somme d'argent au lieu de mobilier ne dissimulât une libéralité, la Coutume décidait : 1° Si la femme n'a pas fait de don mobil au mari, elle ne peut être payée du remport que sur les meubles et non les immeubles ⁽²⁾; 2° S'il y a eu un don mobil, le remport peut être payé même sur les immeubles mais seulement jusqu'à concurrence du don mobil.

Il semble que le remport conventionnel devait être, par sa nature même, un droit essentiellement personnel — quelques arrêts en avaient ainsi jugé — mais on décidait plus généralement que les héritiers de la femme, décédée postérieurement au mari, pouvaient demander eux-mêmes le remport, si la femme ne l'avait pas encore fait.

Le droit pour la femme de demander son remport s'ouvre non seulement par le prédécès du mari, mais encore à la

(1) Basnage, II, p. 97.

(2) Basnage, II, p. 152.

suite de la séparation de biens. Un point est douteux : avant la séparation et alors que les meubles du mari sont entièrement saisis, la femme a-t-elle la possibilité d'exercer son remport? On répondait affirmativement : les biens qui font l'objet du remport n'appartenant au mari que conditionnellement, au seul cas de prédécès de la femme, elle a sur eux une sorte de droit de rétention qui lui permet d'en recouvrer la possession prématurément, à l'encontre des créanciers du mari.

Enfin le remport ne peut s'exercer concurremment avec la reprise des paraphernaux : car ceux-ci ne sont dus qu'au cas où la femme renonce à la succession de son mari, ou bien, précisément, si elle n'a pas stipulé un remport en sa faveur.

DEUXIÈME PARTIE

Le contrat de mariage normand sous le Code civil.

On trouve dans le droit matrimonial de l'ancienne Normandie, dont nous venons d'exposer les grandes lignes, trois tendances caractéristiques qui lui donnent son originalité et qui s'inspirent directement des idées de puissance maritale et de conservation des biens dans la famille.

1° Le mari est le chef. Il acquiert, en principe, la propriété du mobilier apporté par la femme; il a la jouissance et l'administration de la totalité de ses immeubles.

2° Le patrimoine immobilier de la femme est inaliénable; ou du moins la femme est assurée d'en recouvrer la valeur à la dissolution du mariage.

3° La séparation d'intérêts entre les époux est entière et l'attribution à la femme d'une partie des acquêts lors de la dissolution du mariage est la seule concession faite à l'idée de société entre époux.

Lorsqu'il s'est agi, après la promulgation du Code civil et l'abrogation de la Coutume normande, pour répondre aux tendances de la population, de reconstituer l'ancien régime matrimonial de la province, on a d'abord adopté, comme une base nécessaire, le régime dotal tel que l'organise le Code. C'est là l'objet d'une clause qui se trouve en tête de tous les contrats de mariage.

Le régime dotal conçu dans un esprit sensiblement analogue à celui de la Coutume normande, consacrant l'inaliénabilité dotale et la séparation d'intérêts entre époux, s'est présenté comme le procédé le plus simple pour parvenir à rétablir aussi exactement que possible le régime des biens entre époux tel que l'organisait la Coutume.

Mais les deux institutions sont séparées sur quelques points par de sérieuses différences.

Aussi, profitant de la latitude que leur laissait le principe de la liberté des conventions matrimoniales, les notaires ont-ils apporté au régime légal de dotalité les modifications qui leur ont semblé le plus propres à atténuer les différences qu'il présentait avec le régime disparu.

Si, malgré ce travail de reconstitution, certaines de ces différences subsistent dans les détails, on constate par contre une unité presque absolue en ce qui concerne les trois points caractéristiques qui ont été signalés plus haut. La pratique normande s'est attachée à les faire passer dans les contrats de mariage : ce sont eux que nous retrouvons aujourd'hui, à peine déformés par les exigences de la loi nouvelle, sous la forme des trois clauses suivantes :

- 1° Constitution de biens présents et à venir ;
- 2° Inaliénabilité sous condition de emploi ;
- 3° Société d'acquêts.

Ces trois stipulations adjointes au régime dotal font véritablement corps avec lui et leur ensemble constitue un régime original, propre aux cinq départements : Manche, Calvados, Orne, Eure et Seine-Inférieure, qui correspondent à l'ancienne Normandie.

Nous n'envisagerons pas l'ensemble de ce régime ni toutes les questions et les difficultés qu'il soulève : beaucoup sont communes à la dotalité pure, et ce n'est pas là notre objet. Nous nous limiterons à l'examen des trois clauses que nous avons énumérées ; nous étudierons leurs effets, les difficultés auxquelles leur application donne lieu et nous les mettrons en parallèle, lorsqu'un rapprochement semblera intéressant, avec les dispositions de la Coutume normande dont elles dérivent.

CHAPITRE PREMIER

LA CONSTITUTION DOTALE UNIVERSELLE

§ I. *Son but, sa forme. Difficultés d'interprétation.*

Le régime dotal n'entraîne pas nécessairement la dotalité de la fortune de l'épouse. Le Code civil, favorable à la libre disposition des biens, a posé en principe qu'à moins d'une expression formelle de la volonté des contractants en faveur de la dotalité, les biens de la femme sont paraphernaux, sauf, toutefois, ceux qui lui sont donnés par contrat de mariage par des tiers. Mais, en règle générale, la paraphernalité se présume, la dotalité est l'exception.

Nous avons vu que dans l'ancienne Normandie, il n'existait pas véritablement de biens paraphernaux. Tous les biens n'étaient pas dotaux, mais ils étaient soumis tous à un régime semblable à celui qui régissait les biens dotaux au point de vue des droits de jouissance et d'administration du mari.

Pour établir sous le Code civil un état de choses analogue, on a recours, dans les contrats, à une clause de dotalité universelle qui se présente généralement sous cette forme : « La future épouse se constitue en dot tous ses biens immobiliers présents et à venir ».

Cette formule claire satisfait aux exigences de la loi, qui veut une manifestation expresse de volonté pour faire échec à la présomption de paraphernalité qu'elle établit. Cette présomption, conformément au droit commun, met à la charge de la femme la preuve de la dotalité d'un de ses immeubles ⁽¹⁾. Il semble raisonnable, en cas de constitution dotale universelle, de décider que tous les biens de la femme étant présumés dotaux, la preuve de la non dotalité incombe à celui qui l'allègue. Cette opinion a d'ailleurs été consacrée par un arrêt de la cour d'appel de Besançon ⁽²⁾.

Mais on se trouve parfois, dans la pratique, en présence de clauses douteuses où la volonté des parties n'apparaît pas nettement. Certaines rédactions sont particulièrement ambiguës et ont soulevé des difficultés que la jurisprudence a été appelée à trancher. En pareil cas, elle s'attache toujours à rechercher l'intention des parties et elle tient compte, dans une large mesure, de leur désir de respecter les traditions locales, qui transparaît souvent dans les termes employés.

Ainsi, un arrêt de la cour de Rouen du 30 novembre 1855 ⁽³⁾ a considéré comme valant constitution en dot de biens présents et à venir une clause ainsi rédigée : « les » objets promis à la future et ceux qui lui écherront à quel- » que titre que ce soit lui demeureront propres pour lui » tenir, et aux siens, nom, côté et ligne ».

Bien que le mot dot ne figure pas, il est manifeste que les

⁽¹⁾ Cass., 7 fév. 1872, D., 72. 1. 348.

⁽²⁾ Besançon, 30 juin 1891, D., 92. 2. 342.

⁽³⁾ *Recueil des arrêts de Rouen et de Caen*, 1856. 2. 83.

contractants ont ici en vue la dotalité universelle. Au reste, les termes dont ils se sont servis suffiraient seuls à l'indiquer. Ne sont-ils pas la reproduction de la définition normande de la dot ?

Un arrêt de la cour de Caen du 18 mai 1842 ⁽¹⁾ a décidé qu'il y avait constitution de dot universelle dans la déclaration faite par la femme, dans le contrat, qu'elle se marie « avec » tous les biens qui pourront lui échoir et dont le futur aura » l'administration comme époux », avec réserve de remporter, en cas de prédécès de son mari, son apport mobilier ainsi que les capitaux de ses biens aliénés ou non remplacés.

En un mot, la jurisprudence s'est montrée aussi large que possible lorsqu'elle a eu à interpréter la volonté des parties. Loin d'exiger des termes sacramentels, elle recherche leur pensée véritable et elle n'hésite pas à conclure dans le sens de la dotalité lorsqu'elle estime que la clause qui lui est soumise, malgré sa rédaction défectueuse, ne pouvait être pour les tiers une cause d'erreur.

Du reste, il semble que les difficultés de ce genre aient été moins fréquentes en Normandie que partout ailleurs, malgré le grand nombre de constitutions dotales universelles qu'on y rencontre. On apporte en effet grand soin à la rédaction d'un contrat de mariage et on reproduit presque invariablement la formule que nous rappelons plus haut et qui, grâce à sa précision, ne peut guère donner lieu à des erreurs d'interprétation.

(1) *Recueil des arrêts de Caen*, 1842, p. 257.

§ II. *Etendue de la constitution dotale universelle.*

La constitution en dot de tous les biens présents et à venir frappe de dotalité toute la fortune de la femme. Tout ce qui lui appartient au moment du mariage, tout ce qu'elle recueillera à quelque titre que ce soit au cours de l'union conjugale sera dotal. La séparation de biens n'aura à cet égard, aucun effet et si la femme séparée recueille une succession, les biens qui lui adviendront seront eux-mêmes dotaux.

Seule la dissolution du mariage, précédée, du mari ou divorce, empêchera la clause de dotalité de produire effet pour l'avenir. C'est qu'avec la dissolution du mariage, disparaissent les motifs qui en avaient déterminé la stipulation. La femme reprend la libre disposition de sa fortune que ne protège plus la dotalité.

Mais, tant que dure le mariage, rien ne peut faire obstacle à l'application de la clause, qui s'applique indifféremment à tous les biens recueillis à titre gratuit, qu'ils proviennent d'une succession en ligne directe, ou d'une succession collatérale.

Par contre, malgré la constitution dotale universelle, la jurisprudence fait plus de difficulté pour attribuer le caractère dotal aux acquisitions à titre onéreux. Ainsi un arrêt de la Cour de cassation du 24 novembre 1890 ⁽¹⁾ a décidé que la constitution qui déclare dotal, outre l'apport de la femme, ce qui lui écherra dans la suite, par succession, donation,

(¹) Cass., 24 nov. 1890, D., 91. 1. 425.

legs ou autrement, peut être entendue comme ne comprenant pas les acquisitions futures à titre onéreux. Mais la jurisprudence n'hésite pas à leur reconnaître le caractère dotal lorsque le contrat contient une clause d'emploi ou de remploi.

En général, les hypothèses en présence desquelles la question de dotalité se pose, sont simples et la présomption de dotalité qui résulte de la constitution dotale universelle ne laisse pas place au doute. Une difficulté a été soulevée cependant dans le cas suivant : une femme dont le contrat stipule la constitution en dot de tous biens présents et à venir, possède une part indivise dans un immeuble. Au cours du mariage, un partage intervient, par suite duquel la femme se voit attribuer l'immeuble tout entier. Certains auteurs ⁽¹⁾ ont prétendu que la part nouvelle ajoutée à la part dotale primitive était paraphernale. La jurisprudence a justement repoussé cette opinion qui ne se justifie même pas en cas de constitution en dot des biens présents seulement. En effet, le partage étant déclaratif, aux termes de l'article 883 du C. civ. la femme est réputée avoir toujours été propriétaire de l'immeuble. Il est donc entièrement dotal. Cependant lorsqu'une société d'acquêts accompagne la constitution dotale universelle et quand un immeuble indivis n'a été attribué à la femme que moyennant une soulte, l'immeuble ne devient dotal que sous déduction d'une partie correspondante à cette soulte, si elle est fournie par la société d'acquêts. Il peut

(1) Aubry et Rau, V, § 534, notes 42 et 43.

devenir dotal pour le tout, si la soulte est payée avec une somme dotale à titre d'emploi.

Malgré la constitution dotale universelle, certains biens échappent parfois à la dotalité. En voici quelques exemples :

1° Tandis que les époux, liés par leur contrat, ne peuvent soustraire à la dotalité un bien qui, aux termes de ce contrat, est dotal, un tiers peut-il, dans une donation faite à la femme, stipuler que le bien donné sera paraphernal ?

On l'a contesté. On a prétendu notamment que la condition de paraphernalité imposée par le donateur était contraire au principe d'ordre public ⁽¹⁾. Si on a constitué en dot même les biens à venir, a-t-on dit, c'est que les parents de la femme, ou le futur époux ont senti que la disposition de ses revenus pourrait devenir funeste à la femme. « Peut-on permettre à un tiers de faire naître pour la femme des dangers auxquels on a voulu la soustraire » ? — Enfin on a allégué l'intérêt des enfants, que la dotalité met à l'abri de toute éventualité fâcheuse pour la fortune de leur mère.

La jurisprudence ⁽²⁾, d'accord avec la majorité des auteurs, ne s'est pas ralliée à cette opinion. Elle considère avec raison que si les époux sont liés par le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales et restent soumis pour toute la durée du mariage à la constitution dotale universelle, il ne saurait en être de même des tiers. Rien ne s'oppose à ce que le bien qui fait l'objet de la libéralité dont bénéficie l'épouse échappe, par la propre volonté du donateur, à la dotalité et

⁽¹⁾ Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, III, p. 248.

⁽²⁾ Notamment Cass., 16 mars 1846, D., 46. 1. 368.

et n'entre pas exceptionnellement dans le patrimoine de la femme avec le caractère dotal.

C'est là la théorie qui a prévalu, sous le bénéfice d'une restriction, toutefois. Si le tiers donateur est un ascendant, l'effet de la paraphernalité devra être limité à la quotité disponible. En effet, le mari, en vertu de la constitution de dot universelle, a, en quelque sorte, un droit de jouissance et d'administration acquis, sur les biens que la femme est assurée de recueillir au cours du mariage, et notamment sur ceux qui sont soumis à son profit à la réserve légale. Il ne peut dépendre du donateur de lui enlever ce droit.

2° La stipulation d'une société d'acquêts qui accompagne ordinairement le régime dotal en Normandie a pour effet de soustraire à la dotalité un certain nombre de biens. Nous aurons à préciser la nature de ces biens en étudiant la société d'acquêts elle-même. Ce sont d'une façon générale les acquisitions à titre onéreux réalisées pendant le mariage. Normalement elles s'ajouteraient à la dot. En l'espèce, elles alimentent la société d'acquêts; ce sont des biens communs sur lesquels le mari a les droits les plus étendus et qui, à la dissolution du mariage, se partagent par moitié entre les époux, conformément aux principes de la communauté.

Il se peut cependant que les époux aient voulu donner le caractère dotal à la part revenant à la femme dans la société d'acquêts.

Un arrêt de la cour de Rouen du 25 juillet 1844 ⁽¹⁾ a

⁽¹⁾ S., 44. 2. 665.

admis la validité d'une semblable clause qui ne heurte aucune disposition légale. Mais c'est là une disposition d'un caractère tout à fait exceptionnel. Aussi doit-on exiger que la volonté des époux soit à cet égard formellement et clairement exprimée.

Ces deux hypothèses : donation faite à la femme sous condition de paraphernalité et société d'acquêts, ne sont pas les seules qui fassent obstacle à la clause de constitution universelle, mais les autres sont d'un moindre intérêt.

Ainsi il est certain que la femme qui se constitue en dot tous ses biens présents et à venir n'est censée les dotaliser que jusqu'à concurrence des dettes et des droits de succession qui les grèvent ⁽¹⁾.

De même on refuse le caractère dotal aux biens ou objets achetés par la femme au moyen de deniers d'emprunt, ou à ceux dont le prix n'est pas payé. Elle pourrait alors s'enrichir aux dépens d'autrui.

Ces quelques exceptions faites, et si on met à part la société d'acquêts, on peut dire qu'en principe il entre bien dans la volonté des contractants d'assurer à tous le patrimoine de la femme, par la clause de constitution dotale universelle, les garanties dotales et d'accorder au mari la jouissance et l'administration de ce patrimoine tout entier.

Tel était d'ailleurs le droit commun de l'ancienne Normandie qui se trouve ainsi presque exactement reproduit et

(1) Nombreux arrêts et notamment : Caen, 19 juin 1852, D., 56, 2. 187 ; Rouen, 19 août 1852, S., 56. 2. 129 ; Pont-Audemer, 16 mars 1855, S., 56. 2. 129.

qui s'en écarte seulement par quelques différences dans l'étendue des droits d'administration du mari, et par l'existence, dans le droit normand, d'une catégorie très restreinte de biens dits paraphernaux, dont nous avons déterminé plus haut le véritable caractère.

CHAPITRE II

LE REMPLOI

§ I. *Historique.*

L'inaliénabilité des biens était, à Rome, de l'essence même du régime dotal. C'était un principe absolu considéré comme d'ordre public, et qui ne comportait aucune exception résultant de la volonté des parties.

Le Code civil a maintenu cette règle de l'inaliénabilité dotale, mais il en a modifié le caractère. L'ordre public n'est plus en jeu ; la loi ne vise plus qu'à donner aux familles, dans un intérêt exclusivement privé, le moyen d'assurer à la femme la conservation de sa dot. Par conséquent, conformément au principe de la liberté des conventions matrimoniales, rien n'empêche les parties d'apporter à la règle normale de l'inaliénabilité toutes les modifications qu'ils jugent utiles, d'en restreindre l'effet, ou même de s'y soustraire entièrement.

Cette latitude laissée aux parties de se soumettre au régime dotal et de l'adapter à leurs besoins et à leur situation, lui vaut, à coup sûr d'avoir conservé une si grande importance.

L'inaliénabilité absolue est, pour ainsi dire, complètement abandonnée. La protection qu'elle procure à la femme ne va

pas en effet sans de sérieux inconvénients. L'immobilisation des biens dotaux, fâcheuse au point de vue économique, peut être, dans certains cas, contraire aux intérêts mêmes de la femme. Il peut se faire que la vente d'un immeuble constitue pour elle une opération avantageuse. Or, si on ne se trouve pas dans une des hypothèses limitativement déterminées par la loi, la femme se heurtera à l'inflexibilité des principes : il faudra renoncer à l'opération avantageuse et garder un immeuble devenu peut-être improductif ou dispendieux.

Mais d'autre part abandonner purement et simplement l'inaliénabilité pour en éviter les inconvénients, c'est enlever au régime dotal, dans une large mesure, sa raison d'être et son efficacité.

Il faut atténuer cette inaliénabilité sans porter atteinte aux intérêts de la femme, c'est-à-dire en sauvegardant sa dot, tout en relâchant les entraves mises à la circulation de ses biens.

La Normandie avait résolu le problème avec le système de l'inaliénabilité en valeur dont nous avons exposé les règles : obligation de remploi pour le mari, à défaut de remploi, droit de récompense sur les biens du mari, enfin recours subsidiaire contre les tiers.

Ce système, dont s'étaient déjà inspirées partiellement les anciennes Coutumes, nous le retrouvons aujourd'hui sous la forme de l'inaliénabilité sous condition de remploi. L'immeuble aliéné est remplacé dans le patrimoine dotal de la femme par un autre immeuble qui lui est subrogé réellement, qui en acquiert tous les caractères juridiques. Ainsi la dot n'est

plus condamnée à une immobilité stérile et l'intégrité de la fortune dotale restant assurée, la femme pourra cependant réaliser les opérations avantageuses qui s'offriront à elle.

Pour toutes ces raisons, la clause d'inaliénabilité sous condition de remploi est devenue le complément ordinaire du régime dotal. Elle est stipulée fréquemment dans tous les pays de dotalité comme un correctif nécessaire. En Normandie, elle fait corps avec le régime dotal, auquel elle est régulièrement adjointe. C'est là un effet du traditionnalisme profond de l'ancienne province normande, plus encore peut-être que des considérations pratiques.

Le plus souvent, la clause de remploi se présente sous la forme suivante :

« Malgré la constitution de dot qui précède, la future
 » épouse pourra, avec la seule autorisation de son mari et
 » sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judi-
 » ciaire, vendre, échanger, liciter, partager ou autrement
 » aliéner ses immeubles dotaux, mais à la condition que les
 » prix ou soultes provenant de ces aliénations, lesquelles
 » seront définitives du jour même de l'acte qui les contien-
 » dra, seront employés, lors de leur réception, soit à payer
 » le prix d'autres immeubles, soit en achat de rentes sur
 » l'Etat français, etc..., le tout acquis au nom de la future
 » épouse et agréé par elle à titre de remploi ».

Nous allons étudier les conditions d'application de cette clause et le fonctionnement du remploi.

§ II. *Conditions de validité.*

A. NÉCESSITÉ D'UNE DOUBLE DÉCLARATION. — Les articles 1434 et 1435 du Code civil exigent, à peine de nullité, qu'il soit expressément déclaré à l'acte de remploi : 1° que l'acquisition est faite des deniers provenant de l'aliénation de l'immeuble personnel à la femme ; 2° que cette acquisition a lieu à titre de remploi.

Ces dispositions ont été prévues pour le régime de communauté. Aussi certains auteurs se sont refusés à les étendre au régime dotal, lorsque le contrat de mariage est muet sur ce point ⁽¹⁾. Laurent a soutenu notamment que le remploi est une fiction, que les fictions sont de la plus stricte interprétation, qu'il faut donc s'en tenir aux termes du contrat et, en présence de deux régimes aussi essentiellement différents, ne pas raisonner par analogie.

La tradition normande et l'autorité de Pothier auraient pu être invoquées à l'appui de cette opinion, car tous deux se contentent d'une seule déclaration, celle relative à l'origine des deniers.

Mais la jurisprudence et les auteurs sont d'accord pour appliquer au régime dotal les dispositions des articles 1434 et 1435 ⁽²⁾.

Au reste, aucune objection sérieuse ne peut être faite à l'extension, car la double déclaration présente le même inté-

⁽¹⁾ V. Laurent, *Dr. civ.*, XXIII, p. 519.

⁽²⁾ Benech, *Emploi et remploi*, n. 92 ; Guillaouard, *Contrat de mariage*, IV, n. 1965 ; Toulouse, 13 août 1841, S., 42. 2. 23.

rêt sous le régime dotal que sous la communauté. Il s'agit en effet d'avertir les tiers de la nature de l'opération qui est faite : l'immeuble acquis en remploi étant frappé d'indisponibilité, il importe que les tiers, à la lecture du contrat de vente, en soient avertis.

Lorsque le contrat de mariage contient par avance une désignation de l'immeuble qui devra être acquis en remploi, et cela se rencontre assez fréquemment, la nécessité d'une double déclaration n'apparaît plus. Les tiers sont prévenus, par le contrat de mariage lui-même que l'on consulte avant de traiter avec les époux, de la nature de l'immeuble.

B. ACCEPTATION DE LA FEMME. — Sous le régime de la communauté, le remploi doit être expressément accepté par la femme. Faut-il exiger cette acceptation sous le régime dotal?

La question a donné lieu à une vive controverse. Mais disons tout d'abord qu'elle n'a pas, en Normandie du moins, un intérêt pratique considérable. Il était de règle, dans l'ancien droit de la province, que l'acceptation de la femme était nécessaire à la validité du remploi et cette exigence est reproduite de nos jours dans la plupart des contrats de mariage, ce qui évite toute difficulté.

Mais en cas de silence du contrat, on s'est demandé ce qu'il fallait décider et s'il fallait adopter les dispositions prévues par la loi pour le régime de communauté. On a prétendu tout d'abord trouver dans les termes de la loi elle-même un argument pour dispenser la femme de l'acceptation sous le régime dotal. En effet, tandis que l'article 1435 exige l'acceptation, l'article 1553, au chapitre du Régime dotal, n'en

parle pas. Ce n'est pas un oubli, a-t-on dit, c'est une omission réfléchie, motivée par la différence des espèces prévues aux deux articles. D'ailleurs, ajoutaient les partisans de cette théorie, la femme, en acceptant la clause de remploi stipulée dans le contrat de mariage, accepte par là même les remplois futurs. Le mari, par suite de l'insertion de la clause de remploi dans le contrat, devient le mandataire de la femme. Or, les acquisitions faites par le mandataire sont réputées faites par le mandant et il ne saurait être en la matière question d'une acceptation ⁽¹⁾.

Un arrêt de la cour de Rouen du 26 avril 1872 s'est rallié à cette théorie. Mais elle est aujourd'hui abandonnée par les auteurs et par la jurisprudence.

Peut-on, en effet, tirer un argument sérieux du rapprochement des articles 1435 et 1553, alors que le législateur ne semble pas avoir songé au remploi sous le régime dotal? Peut-on considérer son omission comme une expression de volonté contraire à la nécessité de l'acceptation, alors que l'ancien droit tout entier exigeait cette acceptation?

On ne saurait non plus soutenir que la clause de remploi constitue un mandat donné au mari par la femme qui se trouverait désormais liée envers lui à cet égard, car le mandat ne se présume pas, il doit être expressément formulé. Or, le contrat de mariage ne contient rien de semblable.

D'ailleurs, tandis qu'il exige le concours et le consentement de la femme pour aliéner un bien dotal, comment

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, V, p. 245; Toullier, *Droit civil français*, XIV, p. 152 et s.

admettre pour le mari le droit de faire de sa seule autorité et sans contrôle des acquisitions au nom de sa femme?

Enfin si on n'exige pas l'acceptation de la femme, on arrive à des conséquences pratiques qui sont contraires à l'intention des parties et au but du remploi. On a parlé de mandat : mais l'idée de mandat implique la confiance. Or, la clause de remploi est à coup sûr la manifestation d'un sentiment qui, sans être nécessairement de la défiance, ne procède certainement pas d'une idée de confiance ⁽¹⁾. La femme aurait pu permettre au mari d'aliéner ses biens purement et simplement. Elle a entendu, au contraire, préciser que l'aliénation ne serait pas valable si le prix n'en était pas immédiatement remployé. C'est une précaution pour ne pas laisser au mari la possibilité de dissiper la dot.

Si on se passe de l'acceptation de la femme, toutes ces mesures perdent leur utilité. Le mari pourra acquérir à titre de remploi un immeuble d'une valeur insuffisante ou sujet à une dépréciation certaine. La femme se trouverait donc désarmée et la clause qui devait la protéger deviendrait alors contraire à ses intérêts. En effet, à défaut de remploi, elle aurait eu contre son mari une créance égale au prix de l'immeuble aliéné; avec un remploi insuffisant, l'immeuble acquis représente peut-être la moitié du prix, et la femme a perdu tout droit à la différence.

Il paraît donc plus conforme à l'esprit du régime dotal et de la clause de remploi d'exiger l'acceptation de la femme.

⁽¹⁾ Benech, *Emploi et remploi*, p. 105.

1° *Formes de l'acceptation.* — L'acceptation n'est soumise à aucune forme particulière. Il faut seulement que la volonté de la femme soit clairement manifestée. Mais cette manifestation de volonté n'est pas nécessairement expresse. Elle peut résulter de certains faits. Ainsi le concours de la femme à l'acte d'acquisition implique son adhésion au emploi.

Si l'acceptation de la femme est expresse, elle est valablement donnée par acte séparé, même à une époque postérieure à l'acte d'acquisition ⁽¹⁾. La femme doit pouvoir en effet examiner les avantages et les inconvénients du emploi qu'on lui propose. Car, puisqu'on lui donne le droit d'accepter ou de refuser, il faut lui permettre de prendre une décision en connaissance de cause.

2° *Effets de l'acceptation.* — Jusqu'à l'acceptation, le mari peut rétracter l'offre de emploi. Une fois cette acceptation acquise, le emploi est définitif et remonte, quant à ses effets, au jour de l'acquisition. C'est ce qu'exprime la formule : « L'offre de emploi est révocable et son acceptation est rétroactive ».

On a éprouvé quelque difficulté à expliquer la nature du emploi en présence de ces deux caractères.

L'idée d'une dation en paiement, qu'on a proposée, ne se concilie pas avec la rétroactivité de l'acceptation. Celle d'une gestion d'affaires est incompatible avec la révocabilité de l'offre. On analyse alors le emploi comme une opération à double issue qui se fait sous une alternative ⁽²⁾. En cas

⁽¹⁾ Rouen, 26 janv. 1864, Arr. Rouen et Caen, 1864. 2. 269.

⁽²⁾ Planiol, *Droit civil*, III, p. 959, p. 304.

d'acceptation, le bien passera à la femme : ce sera l'acquisition d'un bien dotal, une gestion d'affaires. Ou bien, à défaut d'acceptation, il restera au mari. Celui-ci se trouve dans une situation qui rappelle celle d'un propriétaire sous condition résolutoire. Si la condition vient à défaillir, en l'espèce si la femme n'accepte pas le remploi, l'acquisition lui reste avec toutes les charges qu'il a pu consentir. Si la condition se réalise, le mari est censé n'avoir jamais été propriétaire, l'immeuble est réputé faire partie du patrimoine de la femme depuis le jour de l'acquisition ; par suite, il est protégé par la dotalité à compter de ce jour-là.

Le droit d'option laissé à la femme, s'il la protège contre les abus possibles du mari, peut d'un autre côté entraîner une situation fâcheuse. Il se peut en effet que la femme refuse systématiquement les offres de remploi qui lui seront faites. Or le mari et les tiers ne disposent d'aucun moyen pour passer outre à ce refus, même s'il est absolument injustifié.

Dans cette hypothèse, les tiers n'ont que la ressource de consigner leur prix jusqu'à ce que le remploi soit opéré valablement.

En pratique, les difficultés de ce genre sont rares. Si le mari prévoit quelque résistance, il a soin, avant de vendre l'immeuble dotal, et surtout avant de le remplacer, de s'assurer que le remplacement qu'il se propose de faire sera agréé par la femme. D'ailleurs celle-ci n'a-t-elle pas tout intérêt à accepter un remploi satisfaisant ?

Mais, d'autre part, il arrivera parfois que la femme, sous

l'influence du mari, se prêtera à des remplacements insuffisants, d'où il résultera une diminution de la dot. Ne pourrait-elle pas se prévaloir de cette insuffisance de remploi vis-à-vis les tiers acquéreurs? L'affirmative a été admise par un arrêt de la cour de Rouen du 3 mars 1841 ⁽¹⁾ qui a décidé que « l'acquéreur d'un bien dotal inaliénable à charge de » remploi était fondé dans son refus de payer le prix pour » cause de remplacement insuffisant, bien que la femme ait » déclaré se contenter de ce remplacement ».

C. EN QUELS BIENS LE REMPLOI PEUT ÊTRE FAIT. — 1° *Immeubles et valeurs mobilières*. — Autrefois les immeubles réels, les « héritages » constituaient seuls un remploi valable, à l'exclusion même des rentes auxquelles on attribuait pourtant le caractère immobilier.

La loi moderne est moins absolue et si, en principe, le remploi doit consister en immeubles, certaines valeurs sont réputées équivalentes et tiennent lieu de remplacement valable. Telles sont les actions de la Banque de France immobilisées par décret du 16 janvier 1808 et les rentes sur l'Etat français, aux termes des lois du 2 juillet 1862 et des 16 et 20 septembre 1871.

Mais on a pris l'habitude de régler cette question dans le contrat de mariage. On y spécifie les valeurs qui pourront être acquises en remploi. En général ces dispositions conventionnelles s'inspirent de la loi et autorisent le remploi en actions de la Banque de France et en rentes sur l'Etat.

(¹) Rouen, 3 mars 1841, D. R. P., 1841. 2.

Cependant on y assimile parfois les actions ou obligations de grands établissements de crédit ou de compagnies de chemins de fer.

Il peut entrer aussi dans les vues des contractants d'écarter les dispositions légales et de n'autoriser qu'un emploi en immeubles. C'est une dérogation au droit commun qui ne peut résulter que d'une clause expresse du contrat. En fait, on a parfois éprouvé quelque difficulté pour décider dans quels cas il y a clause expresse contraire aux termes de la loi. La jurisprudence exige une volonté formelle de se soustraire au droit commun. Un arrêt de la cour de Caen ⁽¹⁾ a notamment décidé que le emploi en rentes sur l'Etat ou en actions de la Banque de France était valable alors que le contrat de mariage prescrivait un « emploi en immeubles de même nature ». La cour de Paris ⁽²⁾ a jugé dans le même sens, en présence d'un contrat qui exigeait un emploi en immeubles pour une certaine partie et en rentes sur l'Etat pour le surplus.

Cependant, en présence de contrats exigeant le emploi en immeubles réels ou en immeubles spécialement désignés, la jurisprudence a justement décidé que les valeurs énumérées par la loi ne pouvaient constituer un emploi suffisant.

2° *Cession à la femme d'un immeuble du mari.* — Aux termes de l'article 411 de la Coutume de Normandie, cette cession était parfaitement admise et était considérée comme un emploi valable.

⁽¹⁾ Caen, 8 janvier 1872, S., 72. 2. 49.

⁽²⁾ Paris, 1863, S., 63. 2. 179.

Actuellement, sous l'empire du Code civil, la solution est moins certaine, bien que, sous le régime de communauté, l'article 1595 autorise ce mode de remploi. Une sérieuse objection se présente en effet.

L'immeuble acquis en remploi doit satisfaire à plusieurs conditions : il doit être à l'abri de toute cause d'éviction, être libre de toutes charges et de toutes hypothèques. Or un immeuble appartenant au mari est nécessairement grevé de l'hypothèque légale de la femme ; il ne saurait donc, normalement, constituer un remploi suffisant ⁽¹⁾.

Un arrêt de la cour de Rouen du 28 avril 1840 a statué en ce sens et il est intéressant de reproduire les motifs qu'il invoque : « Attendu, dit-il, que l'immeuble de P... n'a pu » passer dans les mains de la femme qu'avec la charge de » ses reprises dotales dans l'ordre des hypothèques établies » par la loi ; qu'ainsi le mari n'a pas eu la faculté d'en appliquer de préférence le prix aux dernières aliénations par lui » faites des propres de la femme au préjudice des capitaux » de la dot et autres reprises antérieures qui déjà, dans leur » ordre, en absorbaient le montant ; que la femme n'a pu le » consentir ; qu'à ce moment l'aliénation du bien dotal de la » dame P... faite au sieur..... reste sans emploi effectif » ⁽²⁾.

Mais il se peut que l'immeuble du mari ait été affranchi de la garantie hypothécaire par suite d'une réduction ou d'une restriction dans les cas prévus par les articles 2140 et 2144 du Code civil. Il n'y a plus de raison, dès lors, de ne pas

⁽¹⁾ Rouen, 18 janvier 1870, S., 72. 2. 5.

⁽²⁾ Arrêts Rouen et Caen, 1841, partie de Rouen, p. 378.

admettre la validité du remploi opéré dans ces conditions. La femme a les mêmes garanties que si l'immeuble avait été acquis d'un étranger.

Il semble que cette hypothèse soit la seule qui permette la cession d'un immeuble du mari, à titre de remplacement. Un arrêt de la cour de Caen ⁽¹⁾ a jugé cependant que si la femme n'a pas de reprises paraphernales à exercer, ou si elle n'a pas d'autres reprises dotales que celle qui résulte de l'aliénation de l'immeuble dotal dont il s'agit de remployer le prix, rien n'empêche le mari de céder un de ses immeubles à la femme à titre de remploi. Cette opinion a été reprise par M. Benech ⁽²⁾, qui d'ailleurs nie la validité d'un semblable remploi si l'immeuble cédé par le mari est grevé de l'hypothèque garantissant le paiement d'autres reprises que celle de l'immeuble aliéné.

Mais même dans l'hypothèse la plus favorable, absence de reprises paraphernales ou dotales, il est difficile d'admettre comme valant remploi la cession faite par le mari. En effet, des créances pourront naître dans la suite au profit de la femme pour détériorations subies par l'immeuble dotal par la faute du mari ou pour toute autre cause. La femme, en acceptant en remploi un immeuble du mari, se serait ainsi dépouillée pour l'avenir des garanties que présentait cet immeuble et auxquelles elle est appelée à recourir éventuellement.

⁽¹⁾ Caen, 28 juin 1856, Jurisprud. Rouen et Caen, 1856, partie de Caen, p. 193.

⁽²⁾ Benech, *Emploi et remploi*, p. 208.

3° *Attribution à la femme en guise de remploi, d'un de ses immeubles paraphernaux.* — On avait imaginé d'attribuer à la femme, en guise de remploi, un de ses immeubles paraphernaux.

On prétendait, à cet effet, distinguer en une même personne deux personnalités juridiques : la femme dotale et la femme paraphernale ; l'une était censée vendre à l'autre.

Mais cette fiction est inadmissible, elle ne repose sur aucun texte de loi. Au reste, peut-on concevoir qu'un individu puisse se vendre à lui-même un immeuble dont il est déjà propriétaire ?

D'autre part, le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales s'oppose à ce qu'un immeuble auquel le contrat attribue le caractère paraphernal devienne dotal par la suite.

Enfin les tiers ne trouveraient pas dans un remploi de ce genre les garanties qu'ils sont en droit d'exiger. En effet, la purge des hypothèques ne sera pas possible car elle suppose une aliénation qui n'existe pas en l'hypothèse. L'immeuble resterait donc grevé d'hypothèques et le remploi pourrait être postérieurement attaqué comme insuffisant.

La cour de Caen, devant laquelle une espèce de ce genre s'est présentée, a refusé, avec juste raison, de reconnaître comme remploi satisfaisant la dotalisation d'un immeuble paraphernal ⁽¹⁾.

(1) Caen, 6 mars 1848, D., 49. 2. 32.

4° *Extinction des dettes de la femme au moyen de deniers provenant d'aliénations dotales.* — On rencontre fréquemment, dans les contrats de mariage normands, une clause qui prévoit et admet ce mode de remploi. « Les prix ou soultes » (provenant de l'aliénation des immeubles dotaux) pour-
 » ront encore être touchés par la future épouse et son mari,
 » sans remploi, si l'emploi en est fait à acquitter des dettes
 » auxquelles la future épouse pourrait se trouver tenue per-
 » sonnellement, par suite de succession, donation, legs ou
 » autrement, et, dans ce cas, cet emploi, accepté par la future
 » épouse, lui tiendrait lieu du remploi exigé par le précédent
 » paragraphe ».

Bien entendu en présence d'une stipulation de ce genre il ne peut y avoir de difficulté puisque la volonté des époux est certaine et qu'elle ne porte atteinte à aucun principe.

Mais les futurs époux n'ont pas toujours pris soin de régler par avance toutes les conditions du remploi. Il faut alors se reporter à l'économie générale du contrat pour statuer conformément à l'intention présumée des époux.

En pareil cas, la jurisprudence normande a toujours suivi la tradition de la province : elle admet l'acquit des dettes de la femme comme tenant lieu de remploi valable... « qu'il est » de principe, dit notamment un arrêt de la cour de Caen du
 » 19 juin 1852 ⁽¹⁾, que, dans toutes les successions recueillies
 » par une femme mariée sous l'empire du régime dotal il
 » n'y a réellement pour elle de dotal que ce qui reste, les

(¹) Caen, 19 juin 1852, S., 56. 2. 131.

» dettes payées; que par conséquent la femme a le droit de
» vendre les biens qu'elle a ainsi recueillis afin de les déga-
» ger des dettes qui les grèvent au moment où la succession
» s'est ouverte »....

Toute une série d'arrêts des tribunaux de Rouen et de Caen ont consacré cette opinion ⁽¹⁾.

Les tribunaux sis dans le ressort des anciens pays de droit écrit repoussent au contraire ce système et font, semble-t-il, une appréciation plus exacte des textes relatifs à la dotalité.

D'abord, la constitution dotale universelle frappe de dotalité les biens échus à la femme dès leur entrée dans son patrimoine, c'est-à-dire dès l'instant du décès du *de cujus* ou de l'envoi en possession. Dès lors peut-on appliquer la maxime *bona non dicuntur nisi deducto ære alieno* et déclarer qu'il n'y a de dotal que ce qui reste après le paiement des dettes? Si cette idée était exacte, on devrait logiquement l'étendre aux immeubles frappés d'inaliénabilité absolue et en permettre, par suite, l'aliénation amiable pour éteindre les dettes personnelles de la femme. Or, on se heurte là aux dispositions formelles de l'article 1558, qui détermine les conditions exceptionnelles dans lesquelles l'aliénation peut avoir lieu et sans lesquelles le principe de l'inaliénabilité conserve toute sa rigueur.

Les époux ne sauraient s'affranchir de ces règles sous pré-

(1) Voir notamment Rouen, 19 août 1852, D., 52. 2. 301. — Caen, 28 juill. 1880, Jurispr. Rouen et Caen, 1881, P. de Caen, p. 165. — Trib. de Pont-Audemer, 16 mars 1855, S., 56. 2. 155.

texte que leur contrat leur permet l'aliénation des biens dotaux sous la seule condition de remploi. En stipulant le remploi, ils ont entendu que les immeubles de la femme seraient remplacés par d'autres immeubles, et le paiement des dettes du patrimoine dotal ne peut tenir lieu de remploi, si le contrat ne le permet pas expressément.

Au reste, les acquéreurs des biens dotaux consentent difficilement à payer leur prix dans des conditions de ce genre. Aussi la pratique a parfois recours à un expédient pour régulariser de semblables opérations. La femme vend, de gré à gré, l'immeuble dotal et déclare à l'acquéreur qu'en guise de remploi elle se propose de consacrer le prix à désintéresser ses créanciers. L'acquéreur refuse de se libérer du prix et un procès s'engage, contradictoire en apparence, sur lequel intervient un jugement d'accord qui approuve l'emploi et condamne l'acquéreur au paiement du prix. Mais les tribunaux, en se prêtant à cette combinaison, vont nettement à l'encontre des dispositions de l'article 1558. Dès lors, ces décisions n'offrent guère de sécurité aux acquéreurs qui les ont provoquées, et si un pourvoi venait à être formé contre elles, il est vraisemblable qu'il serait accueilli.

D. QUAND LE REMploi DOIT ÊTRE FAIT. — 1° *Le contrat a fixé un délai.* — L'époque du remploi est généralement déterminée dans le contrat de mariage. Un délai plus ou moins bref est fixé au mari pour procéder au remploi : trois mois, six mois au plus, à compter de l'aliénation.

Il se peut que le contrat établisse lui-même la sanction des prescriptions qu'il comporte à cet égard et décide en con-

séquence que toute aliénation non suivie de remploi dans le délai imparti sera nulle.

Le plus souvent il n'y a rien de semblable et on admet, dans le silence des conventions, que l'inobservation de la clause du contrat n'entraîne pas la nullité de la vente. En effet, l'expiration du délai ne porte pas atteinte au droit pour les époux de consentir une nouvelle vente, à plus forte raison de ratifier une vente antérieure : la réalisation du remploi équivalant à cette confirmation ⁽¹⁾.

La fixation d'un délai a cependant sa raison d'être. Si le mari refuse, à l'expiration de ce délai, d'effectuer le remploi, la femme pourra se faire autoriser à l'effectuer elle-même. Elle aura beaucoup de chances d'obtenir cette autorisation alors que normalement elle se la verrait refuser, le mari pouvant prétendre avec raison qu'il différerait l'accomplissement du remploi pour profiter d'une occasion favorable.

D'autre part, si le délai imparti s'écoule sans qu'il y ait de remploi régulier, la femme peut poursuivre le tiers acquéreur à l'effet d'obtenir la restitution du bien dotal indûment aliéné. L'acquéreur n'aura plus la faculté de paralyser son action en lui offrant son prix ou en la mettant en demeure d'accepter un remploi qu'elle ne voudrait plus faire.

2° *Aucun délai n'est stipulé dans le contrat.* — Lorsqu'il n'y a pas de disposition spéciale du contrat sur ce point, le mari peut effectuer le remploi à une époque quelconque du mariage; aucune règle légale, aucun principe ne viennent suppléer au silence des conventions.

⁽¹⁾ Benech, *Emploi et remploi*, p. 89.

La séparation de biens ne modifie pas à cet égard la situation des époux et n'empêche pas la réalisation du remploi. Mais que décider après la dissolution du mariage ?

Quelques auteurs ⁽¹⁾ et une partie de la jurisprudence nient la possibilité de procéder au remploi après la dissolution du mariage. Il n'y a plus d'union conjugale, plus de régime dotal, par conséquent les immeubles acquis dorénavant, même avec le prix d'immeubles dotaux aliénés, ne sauraient eux-mêmes acquérir le caractère dotal. Ils deviennent le gage des créanciers de la femme, puisque la dotalité ne les protège plus. Car si la dot échappe, même postérieurement au mariage, à l'action des créanciers qui ont traité pendant le cours du mariage, c'est à condition que les biens qui composent cette dot « ne seront pas dénaturés et qu'ils » continueront, par la persistance de leur nature, à se rattacher à la constitution primitive de la dot ».

Ce sont là les termes mêmes d'un jugement du Tribunal civil de Louviers (Eure) ⁽²⁾, qui décidait, en conséquence, que le recouvrement d'une créance pour fournitures faites à une femme dotale pendant le mariage pouvait être poursuivi après sa dissolution sur le prix de vente des immeubles dotaux. D'après les partisans de ce système, le bien dotal perd son caractère insaisissable en sortant du patrimoine de la femme. Rien n'autorise plus, en effet, à subroger le prix à l'immeuble au point de vue de l'insaisissabilité, car on pourrait alors « subroger à ce prix, au même point de vue,

⁽¹⁾ Notamment M. Jouitou, *Etude sur le régime dotal*, n. 168.

⁽²⁾ Louviers, 26 janv. 1867.

» les objets achetés et payés à l'aide de ce prix, et ainsi de
» suite indéfiniment, ce qui serait absurde et dont personne
» ne veut » (1). Ainsi donc l'immeuble dotai vendu au cours
du mariage et dont le prix sera encore liquide à la dissolution
du mariage ne pourrait plus être remployé. Par suite,
le tiers acquéreur ne pourrait pas se maintenir en possession
de l'immeuble et arrêter l'action révocatoire de la femme
ou de ses héritiers en leur offrant le prix de son acquisition.

C'est la solution qui a été admise par une partie de la
jurisprudence normande (2) qui n'a pas pour elle, en l'espèce,
l'autorité de la tradition, puisque la Coutume laissait aux
tiers détenteurs la possibilité de rester en possession de
l'immeuble en désintéressant la femme (article 540 de la
Coutume Réformée).

Une autre fraction de la jurisprudence et des auteurs (3) se
rallie au contraire au système de la Coutume normande. Il
semble d'ailleurs qu'elle puise dans les principes mêmes de
la loi les éléments d'une argumentation particulièrement
solide.

Certes la dissolution du mariage empêche pour l'avenir la
formation de nouveaux biens dotaux. Désormais, sans nul
doute, la fortune de la femme n'est plus protégée par la dota-
lité et les obligations qu'elle pourra contracter seront exécu-
toires sur son patrimoine tout entier.

(1) Jouitou, n. 168.

(2) Rouen, 5 déc. 1840, *Jurisprudence de Rouen*, 1840, p. 508; Rouen, 26 août
1851, D., 53. 2. 16; Caen, 20 juillet 1874, *Jurisprudence de Caen*, 1875, p. 32.

(3) Voir notamment Laurent, XXII, n. 551; Guillouard, IV, n. 1876; Rodière et
Pont, III, n. 1767.

Mais si l'inaliénabilité de la dot cesse dans l'avenir par la dissolution du mariage, elle subsiste dans le passé avec toutes ses conséquences. Le titre des créanciers qui ont traité avec la femme pendant le mariage est vicié à son origine même, car la dot ne pouvait pas, à ce moment-là, être engagée.

La dissolution de l'union conjugale suivie d'une transformation de la nature de la dot ne peut valider rétroactivement une obligation originellement nulle. La dot, insaisissable tant qu'elle consistait en un immeuble, ne peut évidemment pas être appréhendée par les créanciers le jour où, l'immeuble vendu, sa valeur sera représentée par des deniers ou par un autre immeuble acquis de ces mêmes deniers. Si cela devait être, la femme, pour éviter la mainmise des créanciers sur ses biens, se garderait à tout prix d'en changer la nature et de les aliéner. Sa fortune serait donc condamnée à une immobilisation absolue contraire au but du contrat.

Aussi de nombreux arrêts ⁽¹⁾ admettent-ils que l'insaisissabilité protège la fortune de la femme à l'encontre des créanciers antérieurs à la dissolution du mariage quelles que soient les transformations subies par la dot depuis cette dissolution. Le prix d'un immeuble dotal aliéné acquiert le caractère d'insaisissabilité dont cet immeuble bénéficiait, il lui est subrogé, comme lui sera subrogé le nouvel immeuble acquis lui-même de ce prix. La nature juridique du bien dotal ne subit aucune altération du fait des changements successifs

(¹) Notamment Paris, 7 mars 1851, S., 51. 2. 289; Caen, 17 août 1869, S., 78. 1. 69.

qui peuvent survenir dans sa consistance. L'immeuble était soustrait du gage des créanciers au moment où l'obligation a été contractée; cet immeuble ou sa valeur, sous quelque forme qu'elle se présente, demeurera dans l'avenir à l'abri des poursuites de ces mêmes créanciers.

Nous aboutissons donc à cette conclusion : la femme ne peut pas exciper vis-à-vis du tiers acquéreur de la nullité de la vente à lui consentie sous prétexte que le prix n'est pas remplacé au cours du mariage; elle n'a plus, en effet, aucun préjudice à redouter. Dès lors, il n'y a pas de raison pour refuser à l'acquéreur le droit de conserver son acquisition, moyennant le paiement du prix. Les intérêts de la femme et des tiers acquéreurs sont sauvegardés.

Cette solution a été consacrée à différentes reprises par les tribunaux et notamment par la cour de Caen ⁽¹⁾. Mais nous devons constater que la jurisprudence ne paraît pas nettement fixée; la cour de Caen elle-même, par arrêt du 30 juillet 1874, a repoussé l'opinion à laquelle elle s'était précédemment arrêtée ⁽²⁾.

3° *Remploi par anticipation*. — Les articles 1434 et 1435 ont prévu l'hypothèse normale dans laquelle l'achat d'un immeuble destiné au remploi suit l'aliénation du bien dotal. Mais on intervertit parfois ces deux opérations : les époux

⁽¹⁾ Caen, 30 nov. 1830, jurisprud. de Rouen et Caen, 1831, part. de Caen, p. 160. — Caen, 26 mai 1865, jurisprud. de Rouen et Caen, 1865, part. de Caen, p. 127. — Caen, 31 mai 1870, jurisprud. de Rouen et Caen, 1870, part. de Caen, p. 168.

⁽²⁾ Caen, 30 juil. 1874, S., 74. 2. 282.

achètent d'abord un immeuble et ils vendent ensuite un bien dotal dont le prix sera affecté au paiement de leur acquisition. C'est le remploi par anticipation.

La validité de ce procédé a été vivement contestée. On a invoqué contre lui les termes de la loi qui suppose que l'aliénation est consommée au moment où le remploi s'effectue et dont les dispositions sont conçues en vue de cette seule éventualité. Toullier ⁽¹⁾, qui s'est montré un des adversaires les plus ardents du remploi par anticipation, déclarait : « Il répugne à la nature même des choses de remployer un prix qui n'existe pas, qui ne peut pas être connu; de mettre une chose à la place d'une autre qui n'est pas encore déplacée, qui tient encore sa place ».

Cette argumentation, admise par un petit nombre d'arrêts ⁽²⁾ n'a pas prévalu et on s'accorde aujourd'hui pour permettre le remploi anticipé ⁽³⁾. Certes, la loi n'a pas prévu cette hypothèse, mais ce n'est pas une raison suffisante pour la condamner. Elle ne va à l'encontre d'aucune disposition essentielle, elle ne heurte aucun principe. S'il est vrai, comme le dit Toullier, que la femme ne peut remplacer un immeuble qui figure dans son patrimoine, elle peut du moins acheter par avance un immeuble qui constituera un remploi le jour où l'aliénation de l'immeuble dotal sera réalisée.

⁽¹⁾ Toullier, 1, p. 12, n. 370.

⁽²⁾ Bourges, 1^{er} août 1838, S., 38. 2. 455; Douai, 9 mars 1847, S., 49. 2. 17.

⁽³⁾ Caen 5 juillet 1876, arrêts de Rouen et Caen, 77. 1. 11; Cassation, 4 juillet 1884, D., 85. 1. 460; *Id.*, Cassation, 24 juillet 1890; *Pand. franç.*, 1890. 1. 445; v. aussi Benech, *Emploi et remploi*, n. 89; Guillouard, *Contrat de mariage*, IV, n. 1974.

C'est un remploi conditionnel, subordonné à l'aliénation de l'immeuble dotal.

Le prix de cet immeuble pourra n'être pas égal au prix de l'immeuble acquis par anticipation. Mais peu importe : suivant le cas, ou bien le prix de l'immeuble dotal vendu étant insuffisant, alors le nouvel immeuble sera pour partie paraphernal ou commun, s'il y a une société d'acquêts ; ou bien au contraire, si l'immeuble acquis en remploi n'absorbe pas entièrement le prix de vente de l'immeuble dotal le reliquat sera employé conformément aux termes du contrat de mariage.

Le remploi par anticipation offre des avantages considérables qui expliquent qu'on y ait fréquemment recours. Il assure par avance, à la femme, un remploi dont elle est à même d'apprécier la valeur ; elle lui garantit que le prix provenant de l'aliénation du bien dotal ne sera pas dissipé. D'autre part, elle permet aux époux de profiter d'une occasion favorable et de réaliser un remploi avantageux auquel ils n'auraient pas pu songer s'ils avaient dû s'en tenir au procédé ordinaire prévu par le Code.

§ III. *Effets du remploi.*

Le remploi est une subrogation réelle ; par suite l'immeuble acquis en remploi est investi de tous les caractères juridiques de l'immeuble aliéné. Il devient donc la propriété de la femme, en qualité de bien dotal, c'est-à-dire insaisissable et imprescriptible ; mais il est aliénable lui-même sous condition de remploi. Les époux ne pourraient pas déclarer

qu'ils entendent le frapper désormais d'inaliénabilité absolue. Ce serait contraire à l'immutabilité des conventions matrimoniales puisque la partie inaliénable de la dot serait accrue. Inversement et pour la même raison on ne peut pas le rendre aliénable sans condition de emploi et dépouiller ainsi la femme de la garantie que son contrat de mariage lui assurait.

Malgré les effets de la subrogation, les biens acquis en emploi ne se trouvent pas, au point de vue de l'insaisissabilité, dans une situation absolument semblable à celle des biens dotaux qu'ils remplacent. Ils entrent en effet dans le patrimoine de la femme grevés du privilège du vendeur.

La dotalité, qui frappe l'immeuble dès son entrée dans le patrimoine de la femme, ne peut pas faire échec à ce privilège qui préexiste à la dotalité. Vis-à-vis du vendeur, peut-on dire, l'immeuble ne deviendra dotal, c'est-à-dire intangible, que lorsque la femme aura entièrement payé son prix. De même si l'immeuble est acquis par la femme à la suite d'une licitation, le privilège du copartageant qui garantit aux héritiers le paiement du prix d'adjudication grève l'immeuble dans les mêmes conditions que le privilège du vendeur.

Par contre, les créanciers sont, vis-à-vis de cet immeuble, dans la même situation que vis-à-vis de l'immeuble dotal auquel il est subrogé.

En ce qui concerne la femme, devenue propriétaire du nouvel immeuble, elle bénéficie désormais des plus-values qui peuvent se produire ; de même qu'elle supporte, s'il y a lieu, les risques ou les dépréciations.

Le mari, de son côté, acquiert sur l'immeuble les droits de jouissance et d'administration que lui confère la loi sur tout bien dotal.

Mais, par suite de l'entrée de l'immeuble dans le patrimoine de la femme, le mari se trouve déchargé de l'obligation de remploi qui lui incombe aux termes du contrat de mariage.

L'aliénation du bien dotal, qui restait conditionnelle, subordonnée à ce remploi régulièrement opéré, devient définitive et libère de toute responsabilité le mari et les tiers détenteurs.

§ IV. *Inexécution de la clause de remploi.*

L'inexécution de la clause de remploi équivaut à une violation du principe de l'inaliénabilité dotale. En effet, les parties n'ont entendu écarter ce principe que sous la condition que l'immeuble dotal aliéné serait remplacé par un bien de même nature et de même valeur. Cette condition venant à défaillir, le principe reprend tout son empire et c'est aux règles prévues par la loi pour en sanctionner la violation qu'il faut se reporter.

La vente d'un bien dotal, indûment consentie par les époux, est atteinte de nullité relative et révocable à la demande de la femme ou de ses héritiers.

Ainsi les tiers qui ont acquis des droits sur l'immeuble sont donc exposés à perdre le bénéfice de leur acquisition. Ils n'ont cependant pas été parties au contrat de mariage et

il semble injuste de les rendre responsables de l'inobservation de conventions auxquelles ils sont étrangers.

Mais l'acheteur qui traite avec des gens mariés se soumet par là même à la loi que les époux se sont donnée; il doit prévoir les responsabilités que de ce chef il peut encourir par la suite et prendre à cet égard toutes les précautions qui lui semblent utiles. C'est ainsi que lorsqu'il traite avec des époux mariés sous le régime dotal avec inaliénabilité sous condition de emploi, l'acquéreur doit veiller à l'exécution régulière de ce emploi dont la réalisation peut seule assurer un caractère définitif à son acquisition ⁽¹⁾.

Les tiers acquéreurs ne sont pas d'ailleurs seuls responsables du défaut de emploi. Le mari, administrateur de la dot, est chargé de l'effectuer et responsable lui aussi. La femme peut, le cas échéant, se retourner contre son mari pour le forcer à procéder au emploi, à moins qu'elle ne préfère lui réclamer une indemnité en réparation du préjudice qu'elle subit à raison de sa négligence ou de sa mauvaise volonté.

La coexistence de ces deux recours, contre le mari et contre les tiers, a soulevé de sérieuses difficultés. Il s'agit, en effet, de savoir à qui la femme doit s'adresser en premier lieu. Les tiers peuvent-ils la forcer à discuter d'abord les biens du mari? Le mari peut-il exiger l'exercice préalable du recours de la femme à l'encontre des tiers?

Tout d'abord, quelques auteurs et quelques arrêts n'admet-

⁽¹⁾ Benech, *Emploi et emploi*, n. 115; Rodière et Pont, III, n. 1845.

tent que le recours contre les tiers. Ils invoquent l'article 1560 qui ne prévoit qu'une action en nullité au profit de la femme et lui dénie le droit d'exercer un recours contre le mari, recours préjudiciable aux intérêts des créanciers personnels du mari ⁽¹⁾.

Cette opinion est inadmissible : le droit de la femme de se faire indemniser en cas d'aliénation de ses propres, et par suite de ses biens dotaux, est indiscutable. Il résulte d'une façon certaine de l'article 2135. Ses dispositions sont établies, il est vrai, en vue du régime de communauté. Mais elles doivent être étendues au régime dotal dont l'économie tout entière tend vers une protection plus énergique des biens de l'épouse. D'ailleurs, l'article 2121 accorde, d'une façon générale, une garantie hypothécaire au profit des femmes mariées pour sûreté de leurs créances contre le mari. La restitution des valeurs dotales est une créance qui doit profiter de cette garantie.

Quant à l'intérêt des créanciers du mari, il n'y a pas de raison de le prendre en plus grande considération que celui des tiers acquéreurs. Ils ont dû, eux, prévoir les responsabilités qui pèsent sur le mari. Et puis, on ne voit pas pourquoi on les ferait bénéficier de la révocation éventuelle de la vente des biens dotaux, vente frappée d'une nullité dont ils ne peuvent se prévaloir et qui est établie dans le seul intérêt de la femme ⁽²⁾. Ces arguments laissent peu de force au système

(1) Bellot des Minières, *Code civil*, IV, p. 164. — Caen, 5 déc. 1836, S., 37. 2. 161.

(2) Guillouard, *Contrat de mariage*, IV, n. 1891. — Cass., 2 mai 1855, S., 55. 1. 420.

qui prétend exonérer le mari de tout recours. Aussi on a proposé un moyen terme.

La femme aurait bien le droit de s'adresser directement aux tiers, mais elle pourrait se retourner contre le mari s'il lui était impossible d'obtenir satisfaction par ailleurs.

Mais les arguments qui prévalent contre la théorie du recours unique contre le mari conservent ici leur valeur. Rien dans la loi n'autorise à créer ainsi au profit du mari un bénéfice de discussion au détriment des tiers acquéreurs.

En l'état des textes, il semble que les tiers et le mari sont, en cas d'inexécution du remploi, sur un même pied vis-à-vis de la femme. Celle-ci peut s'adresser à chacun d'eux sans qu'on puisse assigner une priorité à l'un de ces deux recours. En vertu de l'article 1560 du Code civil, la femme dispose d'une action en nullité dont l'exercice atteint les tiers. En vertu des articles 2135 et 2121 elle peut s'adresser au mari pour se faire indemniser de la valeur du bien aliéné. La femme est libre d'opter pour celui de ces deux recours qui lui semblera le plus avantageux ou le plus équitable.

On a pourtant soutenu que l'obligation de remploi repose, en première ligne, sur la tête du mari; que celui-ci est avant tout autre responsable du défaut de remploi; et qu'en conséquence le recours de la femme doit être dirigé contre lui, puis, à titre subsidiaire seulement, contre les tiers.

On invoque d'abord, à l'appui de ce système, l'intérêt pratique : la femme s'adresse au mari directement; si elle est indemnisée, tout est fini. Tandis que si on lui reconnaît la faculté de s'adresser aux tiers, ceux-ci, après avoir payé, ne

manqueraient pas de se retourner contre le mari, garant de la vente ⁽¹⁾. Le procédé du recours direct contre le mari est infiniment plus simple.

On invoque aussi, en sa faveur, la tradition et notamment les dispositions de la Coutume de Normandie, dont l'article 540 établissait au profit des tiers un bénéfice de discussion : ils n'étaient responsables que dans la mesure où la fortune du mari était insuffisante, et ils ne pouvaient être poursuivis que si la femme justifiait de la discussion préalable des biens du mari.

L'autorité de la tradition normande n'est pas discutable, surtout en matière de remploi. Mais s'il peut paraître désirable d'en adopter sur ce point les dispositions, on ne saurait le faire en l'absence d'un texte formel. Or le Code n'impose aucun ordre à l'exercice des recours qu'il ouvre à la femme.

A. CONSÉQUENCES DE L'INEXÉCUTION DU REMploi. — I. *Vis-à-vis des tiers acquéreurs*. — Le tiers acquéreur, s'il veut conserver le bénéfice de son acquisition, doit faire toutes diligences pour s'assurer que la condition de remploi stipulée au contrat est réalisée, que ce remploi n'est pas fictif et que la valeur du bien acquis en remplacement est au moins égale à celle de l'immeuble vendu. Le tiers est en effet responsable du préjudice éventuel subi par la femme à l'occasion du remploi, si toutefois la cause de ce préjudice est antérieure au remploi.

Dans ces conditions, le tiers acquéreur est tenu de la plus

(1) Rauchon, thèse, p. 179.

grande prudence, et, en fait, surtout en Normandie, il aura soin de s'entourer de toutes les garanties qu'il croira propres à le mettre à l'abri de l'éviction dont il est menacé.

Il exigera donc que les époux justifient d'un emploi suffisant et régulier. Tant que cette justification ne lui sera pas fournie, le tiers sera autorisé à conserver le prix par devers lui ou à le déposer à la caisse des dépôts et consignations ⁽¹⁾. Cette formalité n'a pas cependant pour effet de le décharger définitivement; elle ne le dispense pas de surveiller le emploi, obligation qui résulte pour lui des conventions matrimoniales des époux auxquelles il reste soumis en tant que tiers acquéreur. Cependant la consignation le décharge du paiement du prix et elle arrête le cours des intérêts.

Dans l'hypothèse spéciale d'une expropriation, on s'est demandé si la responsabilité de l'expropriant était régie par les mêmes principes. Certains arrêts ⁽²⁾ ont décidé que l'expropriation avait un caractère définitif, que la loi avait pourvu aux intérêts de la femme en donnant aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire pour protéger la dot; qu'il n'y avait pas lieu, en conséquence, de maintenir les exigences imposées à l'acquéreur ordinaire. Une jurisprudence récente a admis au contraire que l'expropriant devait intervenir pour surveiller le emploi et qu'il demeurerait garant de son irrégularité ou de son insuffisance ⁽³⁾.

La réalisation du emploi peut entraîner d'autres respon-

⁽¹⁾ Benech, *Emploi et emploi*, n. 115.

⁽²⁾ Rouen, 23 juillet 1845, S., 46. 2. 551.

⁽³⁾ Cass., 15 mars 1886, S., 87. 1. 327.

sabilités que celle du tiers acquéreur, lorsque le bien dotal aliéné consiste non plus en immeubles, mais en titres ou valeurs mobilières. Le recours contre le tiers acquéreur, la plupart du temps inconnu, serait alors illusoire ; aussi est-on d'accord pour permettre à la femme de se retourner contre l'agent de change qui s'est chargé du transfert, lorsque ce transfert a été indûment opéré. L'agent de change, intermédiaire nécessaire entre les parties, est en faute s'il ne tient pas compte, dans l'accomplissement de la mission dont il est chargé, des conditions du contrat de mariage. Le paiement fait par l'agent de change provenant du transfert de valeurs dotales aliénables seulement sous condition de remploi n'est pas libératoire et la femme pourra, le cas échéant, exiger un second paiement ⁽¹⁾.

La cour de Rouen a établi la responsabilité de l'agent de change sur une autre base. Dans un arrêt du 7 avril 1886 ⁽²⁾ elle assimile cet officier ministériel à un tiers détenteur des valeurs dotales, ou du prix provenant de l'aliénation de ces valeurs. Par conséquent il doit veiller à ce qu'il en soit fait emploi. On lui applique l'article 1560 et on le rend passible de l'action révocatoire.

L'obligation de surveiller le remploi existe aussi pour l'Etat ou pour les Sociétés de crédit d'où émanent les titres dotaux. Un arrêt de la chambre des requêtes du 1^{er} février 1859 ⁽³⁾ a consacré cette obligation pour la Banque de France

⁽¹⁾ Cass., 20 avril 1848, S., 49. 1. 41 ; Rouen, 7 juillet 1885, D., 88. 2. 49.

⁽²⁾ Rouen, 7 avril 1886, D., 88. 2. 47.

⁽³⁾ Requêtes, 1^{er} février 1859, S., 59. 1. 266.

et il y a lieu de l'étendre soit à l'Etat, soit aux autres Sociétés de crédit.

1° *Qui peut se prévaloir de l'inexécution du remploi?* — Si le remploi n'est pas effectué conformément aux prescriptions du contrat de mariage, la loi donne à la femme une action en révocation de l'aliénation du bien dotal (art. 1560 C. civ.). La vente est frappée de nullité relative : le mari, la femme et les héritiers de cette dernière peuvent invoquer cette nullité.

La femme doit attendre pour agir qu'elle ait recouvré l'administration de sa dot, c'est-à-dire après la séparation de biens ou la dissolution du mariage.

Le mari, administrateur de la dot, peut intenter l'action pendant la durée du mariage. On lui a contesté ce droit ⁽¹⁾. Le mari, a-t-on dit, est tenu plus directement que les tiers de l'obligation de remploi. L'inexécution de ce remploi implique une négligence de sa part. Comment lui permettre dès lors de se retourner contre les tiers et leur faire supporter les conséquences de sa propre faute?

On répond par le raisonnement suivant ⁽²⁾ : si on oblige la femme à attendre la séparation de biens ou la dissolution du mariage pour agir en nullité, c'est qu'à cette époque seulement elle a recouvré la libre administration de sa dot. Pendant le mariage, le mari seul est chargé de cette administration, il représente la femme. Comme tel, il a l'exercice

(1) Notamment arrêt de Grenoble, 28 juil. 1865, S., 66. 2. 137. — Benech, *op. cit.*, n. 106.

(2) Note de M. Labbé, S., 66. 2. 137.

de l'action révocatoire au même titre que les autres actions dotales. De telle sorte que l'acquéreur ne pourrait même pas opposer l'exception de garantie, puisqu'en l'espèce le mari n'agit pas en son nom personnel, mais comme représentant de la femme.

2° *Effet de l'action en nullité.* — Elle aura pour effet de déposséder le tiers acquéreur qui devra restituer à la femme l'immeuble dotal sorti de son patrimoine et lui devra compte en outre des fruits perçus depuis le jour de la vente, suivant les uns, depuis la dissolution du mariage, suivant les autres. Cette dernière opinion paraît préférable. C'est, en effet, jusque-là que le mari avait la liberté de disposer des revenus dotaux dans la mesure où ils excédaient les besoins de la famille. Sous le bénéfice de cette restriction, la jurisprudence tend à laisser aux tiers acquéreurs les revenus perçus antérieurement à la dissolution du mariage ⁽¹⁾.

Le tiers poursuivi par la femme peut lui opposer certaines fins de non-recevoir.

Si par exemple postérieurement à la dissolution du mariage, c'est-à-dire à une époque où elle a recouvré la libre disposition de sa dot, la femme a ratifié l'aliénation, le tiers acquéreur sera fondé à invoquer cette ratification et arrêtera l'action de la femme. Il pourra également se prévaloir utilement de la prescription acquisitive trentenaire ou de la prescription extinctive qui frappe l'action en nullité accordée à la femme lorsque dix années se sont écoulées à compter de la dissolution du mariage.

(1) Cass., 14 août 1883, S., 86. 1. 37. — Cass., 24 nov. 1890, D., 91. 1. 425.

Dans ce dernier cas, la femme aura la ressource de demander non plus la restitution en nature du bien dotal, mais le paiement de la valeur de ce bien. En effet le tiers qui a payé sans emploi a mal payé, la femme est en droit d'exiger un second paiement. C'est un droit qu'elle tient du droit commun ⁽¹⁾, dont l'exercice se prescrit seulement par trente ans et qui reste ouverte à la femme lorsqu'elle a perdu le droit de se prévaloir de l'article 1560.

Lorsque le tiers acquéreur ne dispose d'aucune exception, il pourra échapper au délaissement en offrant de payer le prix de l'immeuble. Mais ce paiement, qui sans aucun doute intervient valablement au cours du mariage, reste-t-il possible après la dissolution du mariage? La question est intimement liée à celle de la validité du emploi exécuté après cette dissolution. Si l'on admet la validité, il n'y a pas de raison pour refuser au tiers le droit d'offrir une seconde fois son prix en vue de la réalisation du emploi.

Enfin si l'acquéreur a dû subir l'action révocatoire, il lui reste le recours en garantie contre le mari ou contre la femme.

Il pourra réclamer au mari le remboursement de la totalité du prix payé, des frais et déboursés et même parfois des dommages-intérêts.

Il pourra obtenir de la femme non pas la restitution du prix, mais la part de ce prix dont elle profite encore au moment où elle sera remise en possession de l'immeuble

(¹) Art. 1257 du Code civil. Voyez Cass., 3 déc. 1888, S., 89. 1. 121.

vendu, conformément à la règle « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui ».

Mais en dehors de cette restitution, y a-t-il à la charge de la femme elle-même une obligation de garantie ?

La doctrine et la jurisprudence sont partagées ⁽¹⁾ bien que les arrêts les plus récents décident, avec raison, semble-t-il, que la femme est tenue à garantie. En effet, la femme dotale peut valablement s'engager, mais les obligations qu'elle contracte ne sont exécutoires que sur la partie paraphernale de sa dot. Donc l'obligation de garantie qu'elle a contractée vis-à-vis du tiers acquéreur pourra être exercée dans la mesure où elle laissera la dot intacte.

Nous devons remarquer d'ailleurs qu'en Normandie la constitution de dot universelle enlève au tiers acquéreur tout espoir d'engager un recours utile, en raison de l'absence presque absolue de paraphernaux.

Enfin on a voulu faire profiter le tiers acquéreur d'une subrogation dans les droits et actions de la femme qu'il a désintéressée et notamment dans son hypothèse légale. Mais la loi n'a prévu aucune subrogation pour un cas semblable qui diffère des hypothèses ordinaires où la subrogation a lieu. Un grand nombre d'arrêts ont décidé en ce sens ⁽²⁾.

II. *Vis-à-vis du mari*. — Le mari, en qualité d'administrateur de la dot, responsable de l'intégrité des valeurs dotales, est tenu d'effectuer le emploi; il doit apporter à

⁽¹⁾ Pour la négative : Jouitou, *Rég. dotale*, n. 219. — Rouen, 5 décembre 1840, S., 41. 2. 71. — Pour l'affirmative : Rodière et Pont, III, 1880; Guillaud, IV, n. 1903. — Cass., 4 juin 1851, S., 51. 1. 465. — Cass., 20 juin 1851, S., 54. 1. 5.

⁽²⁾ Voir notamment, Rouen, 7 juillet 1885, S., 89. 1. 123.

cette opération tous ses soins et toute sa diligence. Quelles sont les sanctions qu'il encourt en ne remplissant pas ses obligations sur ce point?

D'abord, au cours du mariage, la femme, malgré l'incapacité qui la frappe, n'est pas absolument désarmée. Elle peut mettre le mari en demeure d'exécuter le remploi et, en présence de son inaction, solliciter de justice l'autorisation de procéder elle-même au remploi. D'ailleurs, elle a un moyen de parer aux conséquences fâcheuses du défaut de remploi, c'est de demander la séparation de biens. Elle est fondée à l'obtenir, car il peut y avoir péril pour la dot, surtout si le mari ne possède pas d'immeubles suffisants pour lui assurer une garantie hypothécaire efficace ⁽¹⁾.

La dissolution du mariage ouvre à la femme un recours direct contre le mari ou sa succession. Elle peut réclamer la restitution de la valeur dotale aliénée et, le cas échéant, une indemnité proportionnelle à la plus-value dont elle aurait profité si le remploi avait été régulièrement effectué. On a contesté la légitimité de cette indemnité supplémentaire. L'épouse, a-t-on dit, n'a voulu s'assurer que la conservation du prix des biens dotaux aliénés, on ne saurait faire entrer en ligne de compte les plus-values qui pourraient résulter d'une acquisition nouvelle.

Mais, en stipulant le remploi, la femme, au contraire, a entendu implicitement accepter à la fois les chances de plus-value ou de moins-value. Il est donc juste, lorsque, par la faute du mari, le remploi n'a pas été effectué, de l'indemni-

(1) Paris, 28 juin 1853, D., 54. 2. 44.

ser, s'il y a lieu, de la valeur dont elle eût profité si le prêt avait été régulièrement remplacé en temps utile. Mais la base sur laquelle se doit calculer cette indemnité est souvent bien incertaine, à moins d'une hausse générale de la propriété foncière.

Il ne suffira pas qu'il y ait préjudice ou inexécution du contrat pour que la femme soit assurée de se voir indemniser. Le mari peut repousser l'action en invoquant, s'il y a lieu, la prescription, ou encore en prouvant que le emploi a été régulièrement accompli, que l'insuffisance dont argue la femme ne lui est pas imputable; que la cause de cette insuffisance est postérieure au emploi, qu'il ne saurait par suite en être responsable.

Les droits, les créances de la femme, et notamment celles qui peuvent naître à l'occasion du emploi, sont garantis par une hypothèque légale sur les biens du mari. Ce point n'est contesté par personne. Mais on discute fort sur le rang qu'il convient de donner à cette hypothèque.

D'après un premier système, l'hypothèque de la femme prend date au jour du mariage. Les partisans s'appuient sur les termes de l'article 2135, qui porte notamment. « ... l'hypothèque existe, indépendamment de toute inscription...; » 2° au profit des femmes pour raison de leur dot ou conventions matrimoniales sur les immeubles de leur mari, à compter du jour du mariage... ». Or, on soutient que la créance de la femme contre le mari née par suite de l'aliénation des biens dotaux constitue une créance à la fois à raison de la dot et des conventions matrimoniales.

Une objection a été présentée : ce même article 2135 dit en effet : «elle (la femme) n'a hypothèque pour le remploi » de ses propres aliénés qu'à compter du jour... de la vente... »

Ces expressions s'adaptent parfaitement, semble-t-il, à l'hypothèse de l'inexécution du remploi sous le régime dotal car le Code ne fait aucune distinction entre les différents régimes.

Mais on a répondu à cela que seul le régime de la communauté comporte des biens propres ; que, par conséquent, il est seul visé par cet alinéa.

On ajoute enfin que, sous le régime dotal, la créance résultant de l'aliénation de biens dotaux non suivie de remploi doit être considérée comme remontant au jour du mariage ; qu'en effet elle a sa source dans l'inexécution du mandat confié au mari par les conventions matrimoniales ; qu'en conséquence l'hypothèque qui garantit le paiement de cette créance doit remonter elle aussi au jour du mariage.

Ce système, proposé par quelques auteurs, a été suivi par la majorité de la jurisprudence et consacré à différentes reprises par la Cour de cassation ⁽¹⁾.

Il aboutit cependant à des conséquences pratiques fâcheuses et peut prêter à des fraudes au préjudice des créanciers du mari. La protection accordée à la femme par suite de son application a paru exagérée et beaucoup d'auteurs, ainsi que quelques cours d'appel ⁽²⁾, se refusent à faire remonter l'hy-

⁽¹⁾ Troplong, *Privilèges et hypothèques*, II, p. 589 ; Benech, *Emploi et remploi*, n. 111. — Pau, 31 mai 1893, D., 95. 2. 10. — Cass., 16 mai 1865, S., 65. 1. 345. — Cass., 10 fév. 1892, S., 92. 1. 181.

⁽²⁾ Colmet de Santerre, 2. 218 ; Aubry et Rau, III, p. 242 ; Seriziat, *Rég. dotal*, p. 110-111. — Jurispr., Caen, 1851, S., 52. 2. 92. — Caen, 1872, S., 73. 2. 134.

pothèque au jour du mariage. Ils prétendent qu'il est arbitraire de restreindre au régime de communauté l'article 2135 conçu dans des termes absolument généraux et que, d'autre part, il est inexact de dire que la créance de la femme pour le emploi de ses propres aliénés est une créance pour raison de la dot ou des conventions matrimoniales, le mot dot étant pris ici dans le sens étroit, et les conventions matrimoniales devant s'entendre, en l'espèce, des avantages matrimoniaux résultant pour l'épouse de son contrat de mariage.

Les partisans de ce système assignent donc à l'hypothèque de la femme un rang variable subordonné à la date de l'aliénation du bien dotal.

Si l'on se reporte sur ce point à la Coutume de Normandie, on constate que ce régime était appliqué aux biens non dotaux de la femme. Les biens dotaux, au contraire, étaient plus énergiquement protégés et jouissaient d'un régime qui, sous réserve de quelques distinctions, se rapprochait de celui qui est actuellement consacré par la jurisprudence, faisant, en principe, remonter l'hypothèque de la femme au jour du mariage.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler, à ce propos, l'opinion de Basnage, dont l'autorité vient appuyer la manière de voir des adversaires du système de la jurisprudence. Il voyait là la possibilité de fraudes et de tromperies et regrettait que la sage Coutume ne s'en fût pas tenue à un régime unique, celui qui était consacré pour les biens non dotaux et qui faisait remonter l'hypothèque au jour de l'aliénation.

Nous avons signalé, au fur et à mesure qu'elles se sont

présentées, les différences qui séparent le remploi conventionnel moderne du remploi tel que l'organisait la Coutume de Normandie. Nous avons pu constater notamment que : 1° la loi moderne et la jurisprudence exigent, pour la validité du remploi, une double déclaration, tandis que la Coutume se contentait de la seule déclaration d'origine de deniers ; 2° l'acquit des dettes de l'épouse n'est pas considéré, au contraire de ce qui était admis par la Coutume, comme tenant lieu d'un remploi valable ; 3° le recours de la femme contre les tiers, subsidiaire sous l'empire de la Coutume, n'est subordonné aujourd'hui à aucune condition et les tiers ne disposent d'aucun bénéfice de discussion à opposer à la femme.

D'autres différences existent entre la Coutume et le droit moderne, mais elles portent sur des points relativement secondaires. Aussi, d'une manière générale, on peut dire que le remploi moderne est conforme à la tradition normande. Son but est resté le même : il assure au patrimoine dotal de la femme une protection identique à celle que lui offrait l'ancienne Coutume, tout en évitant les inconvénients de l'inaliénabilité absolue. Les principales conditions d'exercice n'ont guère varié, nous l'avons vu : l'institution du remploi est passée dans le Code civil sans subir de sérieuse modification, et la jurisprudence, en présence du silence de la loi, s'inspire des dispositions qui régissaient le remploi dans l'ancien droit, en se référant de préférence à la Coutume de Normandie.

CHAPITRE III

LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

§ I. *Généralités.*

L'article 1387 du Code civil autorise expressément les futurs époux à adjoindre au régime dotal une société d'acquêts.

Cette stipulation se rencontre normalement dans les contrats de mariage normands, dont elle est une des caractéristiques, avec la constitution de dot universelle et le remploi.

La société d'acquêts n'est cependant pas une formation normande. Elle a pris naissance dans les pays de droit écrit et s'est développée plus particulièrement dans la Coutume de Bordeaux. Là elle se rapprochait d'une véritable société, soumise aux mêmes principes. Mais pourtant, par certains côtés, elle ressemblait à la communauté entre époux, notamment quant à sa composition.

Adjointe au régime dotal, elle avait pour but de corriger ce qu'avait de trop absolu la séparation d'intérêts que créait ce régime entre les époux. Elle répondait ainsi à des tendan-

ces très répandues et devait bientôt être adoptée dans la plupart des pays de droit écrit.

La Coutume de Normandie, qui prohibait la communauté entre époux, n'a jamais connu, à proprement parler, de société d'acquêts. Mais la tendance qui avait fait naître cette institution dans les pays de droit écrit, s'est cependant manifestée en Normandie où elle a pris d'autres formes. A la dissolution du mariage, la femme était appelée à participer, dans une mesure restreinte il est vrai, aux acquisitions mobilières ou immobilières réalisées pendant le mariage. Nous avons vu quels étaient ces droits — usufruit du tiers des immeubles — propriété d'une quotité variable du mobilier. — En outre, sur certains biens dits « en bourgage », la femme avait une part en toute propriété.

La part des meubles et l'usufruit étaient des droits successoraux. La part aux acquisitions « en bourgage » réservée à la femme avait véritablement le caractère d'un droit de communauté.

Quoi qu'il en soit, ces bénéfices accordés à la femme montrent que la Normandie n'a pas voulu priver entièrement la femme des économies réalisées au cours du mariage grâce bien souvent à sa collaboration. Aussi s'explique-t-on qu'après l'abrogation de la coutume, la population normande ait volontiers remplacé les avantages successoraux qu'elle accordait à la femme par ceux que lui assure la société d'acquêts.

D'ailleurs, cette société d'acquêts n'a pas été sans subir l'influence de traditions locales. Notamment dans toute une région qu'il nous a été donné d'observer d'une façon plus

particulière et qui correspond à d'anciennes paroisses (*) où était appliqué le système des biens en bourgage, on a longtemps stipulé une société d'acquêts réduite aux seuls immeubles. Nous examinerons cette clause particulière, mais nous devons d'abord envisager la société d'acquêts telle qu'elle se présente normalement dans le droit moderne.

§ II. *Composition de la société d'acquêts.*

Lorsqu'on recherche quels sont les biens ou les valeurs qui composent la société d'acquêts, il faut se reporter à cette notion : la société d'acquêts a pour but d'assurer à la femme une part dans les économies réalisées par la mutuelle collaboration des époux au cours du mariage.

Elle comprend donc : 1° les économies réalisées sur les revenus des époux. Ce n'est pas à dire que la totalité des revenus personnels des époux tombent directement en communauté. En effet, la société d'acquêts n'est qu'un accessoire du régime dotal, et les principes de la dotalité conservent tout leur empire. Ainsi le mari touche les revenus dotaux non pas comme chef de la communauté, mais en vertu de la constitution dotale. C'est ainsi encore que si la femme a des paraphernaux, elle en conserve l'administration et la jouissance en dépit de la société d'acquêts. On a même prétendu que les économies provenant des biens paraphernaux échappaient à la communauté. Cette interprétation est incompatible, semble-t-il, avec l'idée même de la société d'acquêts.

(*) Notamment dans la paroisse de Jumièges.

Aussi on s'accorde, d'une façon générale, pour décider que les économies faites par chacun des époux sur les biens dont il a la jouissance entrent dans la société d'acquêts ⁽¹⁾.

2° La société d'acquêts comprend l'excédent disponible du travail personnel de chaque époux, à moins d'une stipulation contraire insérée dans le contrat de mariage.

Voilà les deux éléments principaux qui alimentent la société d'acquêts.

Très souvent les économies ou les gains se présentent sous la forme de valeurs mobilières. Or, toutes les valeurs mobilières acquises par les époux au cours du mariage sont considérées comme communes. Il y a là une présomption à laquelle on ne peut opposer qu'un inventaire régulier constatant que telles et telles valeurs mobilières font partie du patrimoine personnel de l'un des époux, comme lui étant échus à titre de donation ou de succession. Mais cette règle n'est pas absolue et une distinction s'impose.

1° Dans les rapports des époux entre eux, la consistance du mobilier personnel à la femme peut être établie par tous moyens de preuve, même par la commune renommée. Car le mari est en faute de n'avoir pas fait dresser d'inventaire lorsque la femme a recueilli une succession.

2° Dans les rapports avec les créanciers du mari, un inventaire seul permettra à la femme de reprendre les biens qui lui sont échus à titre de donation et de succession, biens qui

(1) Cass., 15 juill. 1846, D., 46. 1. 356. — Rouen, 29 août 1860, *Recueil Arrêts de Rouen et Caen*, 62. 2. 203. — Planiol, *Dr. civ.*, III, p. 513.

sont dotaux dans l'hypothèse d'une constitution dotale universelle où nous plaçons.

Il se peut, d'autre part, que les économies et les gains aient été consacrés à l'achat d'immeubles. Ces immeubles, acquis en dehors de toute obligation de remploi ou de toute subrogation, entreront dans la société d'acquêts.

Mais la situation peut n'être pas aussi simple. On emploie quelquefois des sommes dépendant de la communauté à parfaire le prix d'acquisition d'immeubles destinés à servir de remploi. Ces immeubles ne deviennent dotaux que pour partie ; ils restent individis entre la société d'acquêts et la femme. Mais grâce à leur caractère dotal, ils échappent à l'action des créanciers communs ⁽¹⁾.

Lorsqu'un immeuble est donné à la femme en paiement d'objets mobiliers dotaux, il n'acquiert pas le caractère dotal et bien qu'il ne provienne pas des économies ou des gains des époux il tombe dans la communauté.

Mais si on refuse à cet immeuble le caractère dotal, il faut bien reconnaître cependant qu'il représente la valeur des biens mobiliers qui devaient former la dot de la femme. C'est ce qu'on a appelé la dot incluse.

L'immeuble ainsi acquis fait donc partie de l'actif commun ; mais la valeur dotale qu'il renferme devra toujours se retrouver et la femme devra pouvoir en opérer la reprise.

On aboutit ainsi à de singuliers résultats : cet immeuble commun, c'est-à-dire aliénable et saisissable, ne sera le gage

(1) Cass., 1^{er} décembre 1886, D., 87. 1. 404.

des créanciers que dans la mesure où sa valeur excèdera la valeur de la dot qu'il représente. Il peut être saisi ; mais la femme a sur les créanciers saisissants un droit de priorité pour la reprise de la valeur dotale à laquelle elle avait droit ⁽¹⁾.

La jurisprudence a même poussé plus loin la protection qu'elle accorde aux intérêts de la femme. Elle exige parfois du créancier qui poursuit la saisie l'engagement personnel de faire porter le prix d'adjudication à une somme suffisante pour garantir le recouvrement des valeurs dotales ⁽²⁾.

Les règles qui viennent d'être exposées s'appliquent d'une façon générale toutes les fois que la femme reçoit un immeuble en paiement d'une valeur dotale, soit comme dans l'hypothèse ci-dessus, de celui même qui constitue la dot, soit même après une séparation de biens du mari, à titre de paiement des reprises dotales.

Ainsi la société d'acquêts ne profitera d'une façon définitive que des économies ou des gains réalisés par les époux au cours du mariage. Par suite, tous les biens acquis pendant la durée de l'union conjugale, mais en vertu d'une cause antérieure au mariage, n'auront pas le caractère d'un conquêt.

§ III. *Administration de la société d'acquêts.*

Le mari a sur la société d'acquêts les mêmes pouvoirs d'administrateur que sur la communauté dans le régime légal. Il peut donc, sans le concours de la femme, faire tous

⁽¹⁾ Cass., 27 février 1883, D., 84. 1. 29.

⁽²⁾ Grenoble, 11 juillet 1887, D., 87. 2. 210.

les actes à titre onéreux qu'il juge utiles, baux, ventes, échanges, etc... Les donations lui sont interdites, en principe. Seules les donations de meubles faites à titre particulier et en pleine propriété, ainsi que toutes dispositions testamentaires lui sont permises. Mais tous ses actes doivent être exempts de fraude : « *Fraus omnia corrumpit* » ; en vertu de cet adage, la femme serait fondée à demander l'annulation d'actes frauduleux, quelle que soit leur nature.

La femme n'a aucune part à l'administration de la masse commune. Cependant elle intervient exceptionnellement lorsqu'il s'agit de concourir à une donation faite par le mari. Elle conserve aussi le droit de disposer par testament de sa part de communauté.

La stipulation d'une société d'acquêts laisse intactes les règles du régime dotal ou les dispositions du contrat de mariage relatives à l'inaliénabilité des meubles ou des immeubles de la femme. Nous avons vu également que les revenus dotaux et les revenus paraphernaux ne tombaient dans la communauté que dans la mesure où ils excédaient les besoins du ménage. La question a une grande importance au point de vue de l'administration.

1° *Pour les revenus dotaux.* — Si l'on décide, comme on s'accorde généralement à le faire, que les revenus restent dotaux et ne tombent pas directement dans l'actif commun, le mari les administre en sa qualité d'usufruitier de la dot. Il tient ainsi ses pouvoirs de l'art. 1549 du Code civil qui lui donne l'exercice des actions immobilières. Cette prérogative lui serait refusée si on décidait au contraire qu'il agit comme

chef de la communauté en vertu de l'article 1428, les revenus dotaux tombant directement dans la société d'acquêts.

2° *Pour les revenus paraphernaux.* — La question est plus grave encore. Si on considère la totalité des fruits des biens paraphernaux comme un élément d'actif de la communauté, l'administration de ces biens passe des mains de la femme dans celles du mari.

Mais ici encore, la solution contraire a prévalu. Les règles du régime dotal l'emportent sur celles de la communauté, par suite la femme conserve l'administration et la jouissance de sa fortune paraphernale ⁽¹⁾.

Cependant, contrairement à l'opinion générale, un jugement du tribunal de Versailles du 8 décembre 1866 ⁽²⁾ a déclaré que les revenus de l'immeuble dotal tombant dans la société d'acquêts sont saisissables en totalité par les créanciers du mari.

Cette interprétation ne saurait être admise. La stipulation d'une société d'acquêts ne peut modifier les principes du régime dotal, nous l'avons précédemment constaté. Or une jurisprudence constante décide que l'inaliénabilité protège les revenus dotaux dans la mesure où ils sont nécessaires aux besoins du ménage ⁽³⁾. C'est donc l'excédent seul qui fait partie de la communauté et qui, par suite, peut être atteint par les créanciers.

(1) Riom, 31 janvier 1866, D., 66. 2. 219.

(2) *Pandectes françaises*, 87. 2. 219.

(3) Cass., 14 août 1883, D., 84. 1. 334.

§ IV. *Dissolution de la société d'acquêts.*

La société d'acquêts se dissout par les mêmes causes que la communauté. Elle se liquide d'après des règles identiques.

Dans le cas où la dissolution se produit par suite du décès du mari, la femme, durant les délais pour faire inventaire et pour délibérer, jouit des droits alimentaires et d'habitation accordés par l'article 1463 du Code civil à la femme mariée sous le régime de la communauté, qu'elle accepte ou qu'elle renonce.

Cependant, aux termes d'un arrêt de la cour de Bordeaux du 29 mars 1871, la femme n'est pas admise à demander une pension alimentaire pendant l'an de deuil, si elle est restée en possession de toutes les valeurs communes dont elle a touché les revenus. Ce même arrêt refuse à la femme le droit de réclamer le prix de ses aliments pendant les délais d'inventaire, si, pendant l'intervalle, elle a trouvé dans les provisions existantes, des ressources suffisantes pour faire face aux besoins de la famille.

Il n'en reste pas moins certain que les indemnités de nourriture et d'habitation sont prélevées sur l'actif de la société d'acquêts.

Sous l'empire de la Coutume de Normandie, la dissolution du mariage ouvrait au profit de la femme un triple bénéfice : usufruit du tiers des acquêts hors bourgage, droit au tiers des meubles, droit à la moitié en propriété des conquêts en bourgage, les deux premiers étant des droits de succession et le dernier un droit de communauté.

Ces trois bénéfices étaient indivisibles, la femme devait les accepter ou les refuser tous les trois. Nous avons tiré les conséquences de cette indivisibilité : la femme est considérée comme héritière de son mari et, comme telle, tenue des dettes de la succession, sans pouvoir user du bénéfice d'émolument accordé à la femme commune. En outre, elle faisait siennes les obligations contractées par son mari et n'était pas recevable par suite à opposer aux acquéreurs de ses biens dotaux indûment aliénés, les actions que le droit commun de la Coutume lui accordait.

Mais, d'autre part, lorsque le droit à la moitié aux conquêts en bourgage s'ouvrait seul, c'est-à-dire en cas de séparation de biens, la contribution aux dettes était seulement proportionnelle à la valeur des biens recueillis. De même, lorsque la femme prédécédait, ses héritiers, exerçant ses droits sur les conquêts, n'étaient tenus aux dettes que dans la même mesure.

Aujourd'hui les droits de la femme dans la société d'acquêts sont uniquement des droits de communauté, et son acceptation ne met à sa charge que la moitié des dettes communes. Mais que décider en ce qui concerne les aliénations d'immeubles dotaux faites indûment ? La femme doit-elle les respecter ?

En faveur de l'affirmative on a tenu le raisonnement suivant ⁽¹⁾ : l'acceptation de la communauté rend la femme personnellement responsable des dettes communes. Or, parmi ces dettes, se trouve l'obligation de garantie qu'a contractée

(1) Toullier, XII, p. 355 et s. ; Troplong, *Communauté*, II, p. 730.

le mari, vendeur de l'immeuble dotal. La femme fait sienne, en acceptant, cette obligation de garantie : qui doit garantir ne peut évincer. La femme, en acceptant la communauté, « prend les biens dans l'état où elle les trouve et elle est tenue des dettes comme tout détenteur de biens affectés au paiement d'une dette » ⁽¹⁾.

Une objection sérieuse est faite à ce raisonnement. Certes, la femme qui accepte la communauté est tenue des obligations contractées par le mari, chef de la communauté. Mais le mari, lorsqu'il vend un bien dotal, n'est pas fondé à se prévaloir de cette qualité. La vente qu'il a consentie est faite en fraude des droits de la femme. Or, la femme est créancière de sa part dans la société d'acquêts. Elle peut donc invoquer le bénéfice de l'article 1167. Elle ne saurait être tenue de l'obligation de garantie transmise par son mari, obligation atteinte de nullité. Elle doit donc être admise à revendiquer son immeuble aliéné, nonobstant son acceptation de la société d'acquêts ⁽²⁾.

Il est une hypothèse dans laquelle cette solution s'impose : c'est lorsque la société d'acquêts est dissoute par la séparation de biens. Dans ce cas, en effet, le mariage existe toujours, et par suite l'immeuble reste frappé d'inaliénabilité. La femme ne peut pas, par son acceptation, rendre valable une aliénation qu'elle n'aurait pas le droit de consentir directement ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Duvergier sous Toullier, VI, p. 210.

⁽²⁾ Tessier, *Traité de la société d'acquêts*, p. 184 et s.

⁽³⁾ De Loynes, sous Tessier, p. 187, note.

L'acquéreur sera donc la plupart du temps menacé d'éviction. Et s'il doit abandonner l'immeuble, il n'a droit, en ce qui concerne la femme, qu'à la restitution de la moitié lui revenant sur le prix de vente qui se trouve sans cause dans la communauté. Le règlement des récompenses qui peuvent incomber au patrimoine dotal de la femme ou à la société d'acquêts, s'effectue conformément aux règles de la communauté. La question du partage des fruits a cependant donné lieu à quelques difficultés.

En cas de renonciation de la femme à la société d'acquêts on a décidé que, conformément aux principes qui régissent le régime de communauté, les fruits doivent être exclus de la masse partageable s'ils n'ont pas encore été perçus lors de la dissolution du mariage; que, dans le cas contraire, ils doivent y être intégralement compris. En effet, la société d'acquêts doit acquérir de la même manière les fruits des biens des deux époux. Or on ne peut pas appliquer au mari l'article 1571 relatif au régime dotal. Donc, pour parvenir à l'uniformité nécessaire, il faut bien appliquer à la femme les dispositions de l'article 585 ⁽¹⁾. Mais l'époux qui, à la dissolution du mariage, reprendrait ses fondsensemencés, devrait récompense à la société d'acquêts car le patrimoine de l'un des époux ne doit pas s'enrichir aux dépens du patrimoine commun.

(¹) Rouen, 3 mars 1853, D., 55. 2. 344. — Caen, 18 juillet 1868, arrêts de Rouen et Caen, 68. 1. 173.

§ V. *Société d'acquêts réduite aux acquêts immobiliers.*

Ce n'est pas sans difficultés qu'on a admis la validité de la clause de réduction de la société d'acquêts aux immeubles. Pendant longtemps, nombre d'auteurs ont déclaré qu'une telle clause était nulle. MM. Rodière et Pont, notamment, soutenaient : « que la clause présenterait un danger sérieux » pour la femme, en ce que le mari, administrateur dans » cette communauté restreinte aussi bien que dans la com- » munauté légale, aurait la plus grande facilité de s'avanta- » ger au détriment de son associée ; il n'aurait pour cela qu'à » employer les deniers de la communauté en acquisition de » meubles..... Le plus sûr est donc, à notre avis, de considé- » rer la clause comme non avenue et d'envisager la société » d'acquêts comme si les parties n'avaient fait aucune préci- » sion » ⁽¹⁾.

D'autre part, M. Colmet de Santerre ⁽²⁾, adoptant une opinion parallèle, voyait là une atteinte au principe de l'immu- tabilité des conventions matrimoniales. Il se défendait d'ail- leurs d'attaquer la clause de réduction comme préjudiciable aux intérêts de la femme. Il ne vient en effet à l'esprit de per- sonne de discuter la validité du régime de séparation de biens et pourtant il est plus préjudiciable encore aux intérêts de la femme.

M. Colmet de Santerre refusait d'admettre la validité de la clause de réduction comme contraire au principe de l'immu-

⁽¹⁾ Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, II, p. 498.

⁽²⁾ Colmet de Santerre, VI, n. 162 bis.

tabilité des conventions matrimoniales. Il prétendait, en effet, qu'il dépendrait des époux, et particulièrement du mari, d'augmenter ou de diminuer l'actif commun et que « les inconvénients moraux qui ne permettent pas la précarité du régime matrimonial se trouveraient dans cette hypothèse ».

Ce raisonnement ne saurait prévaloir.

Les époux ont, d'un commun accord, arrêté les règles auxquelles ils entendent se soumettre. Ils ont notamment stipulé que tous les immeubles acquis au cours du mariage entreraient en communauté. Ce point est définitivement établi par le contrat de mariage, et on ne voit pas comment l'application de cette disposition porte atteinte au principe de l'immutabilité. Peu importe que le mari emploie ou non les économies en achat d'immeubles. Il est parfaitement vrai que l'émolument de la société d'acquêts dépendra du mari. Mais il n'en reste pas moins certain que tout immeuble acquis de deniers communs tombera dans la communauté, que le mari le veuille ou non. C'est tout ce que la femme a pu espérer en consentant à limiter la communauté aux acquêts immobiliers. Mais c'est pour elle un droit certain et immuable.

Cette opinion est aujourd'hui adoptée par la majorité des auteurs ⁽¹⁾, et la validité de la clause de réduction aux acquêts immobiliers est consacrée par de nombreux arrêts ⁽²⁾.

A. Fonctionnement de la société d'acquêts immobilière. — L'actif de la société se compose exclusivement des économies

(¹) Troplong, III, n. 1905; Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 37, p. 461; Laurent, XXIII, n. 195; Guillouard, III, p. 385.

(²) Notamment Cass., 31 janv. 1850, S., 50. 1. 279.

communes que le mari aura jugé à propos d'employer à l'achat d'immeubles. Toutes les valeurs mobilières provenant des économies ou de l'industrie du mari ou de la femme constituent des propres du mari seul. Tous les acquêts mobiliers lui appartiennent. Il peut les employer à sa guise et notamment à l'amélioration de ses biens propres; il ne doit, de ce fait, aucune récompense à la femme ou à la masse commune.

Au contraire, la femme doit compte au mari de toutes les sommes qu'il a pu déboursier pour l'amélioration des immeubles dotaux.

Par application de ces principes et de l'article 1408 du Code civil, si, au cours du mariage, le mari devient propriétaire d'un immeuble dans l'indivision dont il avait une part, la portion acquise constitue pour lui un propre et ne fait pas partie de la société d'acquêts. Mais en outre, contrairement à ce qui se passe dans une société d'acquêts ordinaire, le mari ne doit aucune récompense. Les deniers qui ont servi à l'acquisition de la part indivise de l'immeuble n'ont pas été fournis par la société d'acquêts. Ils faisaient partie du patrimoine du mari.

Inversement, à la suite de l'acquisition par la femme d'une part indivise dans un immeuble dotal déjà pour partie, la totalité de l'immeuble devient dotale si la femme invoque le bénéfice de l'article 1408. Mais elle doit récompense au mari qui a fourni les deniers nécessaires pour réaliser l'acquisition.

B. *Calcul du passif.* — La société d'acquêts réduite aux immeubles est soumise aux mêmes règles d'administration

que la société d'acquêts ordinaire. Elle se dissout par les mêmes causes. La difficulté vraiment sérieuse qu'on rencontre dans son application est relative à la détermination du passif à sa charge.

D'après une première opinion, presque complètement abandonnée aujourd'hui par la jurisprudence, les dettes contractées pendant le mariage devaient être supportées proportionnellement par les acquêts mobiliers propres au mari et par les acquêts immobiliers. On considérait en effet qu'en stipulant une communauté réduite aux acquêts immobiliers les époux avaient divisé les acquêts en deux catégories, les acquêts mobiliers restant en propre au mari, les autres acquêts, immobiliers, constituant seuls l'actif commun. L'ensemble de ces deux catégories, c'est-à-dire l'universalité des acquêts, supportait donc l'universalité des dettes. Mais la division établie par les époux pour l'actif devait être également appliquée au passif et en conséquence les dettes devaient être supportées dans la proportion de leur émolument par le mari et par la société d'acquêts ⁽¹⁾.

Ce système repose sur une idée inexacte ; il n'y a pas deux catégories d'acquêts, il n'y en a qu'une, les acquêts immeubles. Sous le régime auquel les époux se sont soumis, on n'a pas à rechercher ce que sont devenues les économies qui n'ont pas été employées en acquisitions immobilières ; « que le mari les ait dépensées, conservées en argent ou converties en meubles, il importe peu, elles lui appartiennent » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Caen, 31 mai 1828, D., 51. 2. 127 ; Marcadé, sous art. 1499, n. 5 ; Troplong, n. 1905 et s.

⁽²⁾ Guillouard, *Contrat de mariage*, III, p. 387, n. 1508.

Il n'y a donc que les immeubles qui soient véritablement acquêts et qui alimentent l'actif commun. Or, il est de principe qu'il n'y a d'actif que dettes déduites. En conséquence, la société d'acquêts réduite aux immeubles doit supporter toutes les dettes non personnelles aux époux.

Telle est du moins l'opinion à laquelle s'est ralliée la majorité de la jurisprudence et une partie de la doctrine ⁽¹⁾.

D'ailleurs il est d'un usage constant, dans la pratique notariale normande, lorsqu'on procède à une liquidation, de puiser d'abord dans l'actif commun pour le paiement des dettes. Ce n'est que lorsque les immeubles composant cet actif sont insuffisants qu'on s'attaque au mobilier personnel du mari. Les tribunaux ont maintes fois sanctionné cette pratique dans leurs jugements d'homologation.

C. Application de la clause de réduction dans la pratique. — La stipulation d'une société d'acquêts réduite aux immeubles a été très fréquemment employée dans les contrats de mariage normands jusqu'en 1850. Depuis lors, elle est devenue plus rare et actuellement elle a presque complètement disparu.

Nous avons signalé précédemment qu'elle était destinée à reproduire l'état de choses existant sous l'empire de l'ancienne Coutume en ce qui concernait les acquêts sis en bourgeoisie. La situation que créait la clause de réduction se rapprochait en effet sensiblement de celle qui résultait jadis des

(1) Aubry et Rau, IV, p. 387 ; Rodière et Pont, II, p. 516. — Cass., 21 janv. 1850, S., 50. 2. 97. — Rouen, 22 juin, 29 juillet 1850, S., 51. 2. 385. — Caen, 12 nov. 1853, S., 54. 2. 399.

règles coutumières. En effet, dans un cas comme dans l'autre, la femme a droit, à la dissolution du mariage, à la moitié en toute propriété des acquisitions immobilières réalisées pendant le mariage sur les économies ou les gains communs.

Mais l'analogie s'arrête là, car, dans l'ancien droit, si la femme acceptait les acquêts en bourgage considérés pourtant comme faisant partie d'une sorte de communauté, elle acceptait par là même les deux autres bénéfices que lui accordait la Coutume. Par suite, ce n'était plus seulement une communauté qu'elle acceptait, mais une succession. Elle était héritière et devait « entretenir » tous les faits de son mari. C'est ainsi qu'elle perdait le droit d'opposer aux tiers acquéreurs de ses biens indûment aliénés par le mari, le bref de mariage encombré et les actions qui garantissaient sa dot.

Aujourd'hui, l'acceptation de la société d'acquêts par la femme ne préjudicie en rien à ses droits. Elle n'est pas héritière du mari et rien ne l'empêche de revendiquer ses immeubles dotaux indûment aliénés.

CONCLUSION

La constitution dotale universelle, le remploi et la société d'acquêts combinés avec le régime dotal, sont autant de liens entre le contrat de mariage normand et l'ancienne Coutume de la Province. Grâce à ces clauses, la reconstitution du régime institué par la Coutume abrogée a été aussi fidèle que possible, malgré la transformation radicale apportée à l'ordre social et à la législation par la période révolutionnaire.

Cependant, entre le régime de la Coutume et le régime résultant des contrats de mariage, l'analogie est loin d'être absolue. Le régime dotal du code civil, d'origine romaine, auquel les rédacteurs des contrats ont dû recourir, s'écarte, en effet, sur des points caractéristiques, du vieux régime normand. La clause de constitution dotale universelle, celles de remploi et de société d'acquêts dont le but est précisément d'effacer les différences les plus graves qui séparaient les deux régimes, ne parviennent pas à les faire disparaître complètement. Nous avons rencontré plusieurs des différences qui subsistent, au cours de cette étude, et nous en avons rapidement mesuré l'étendue. Il en reste d'autres et nous voudrions ici même signaler les plus apparentes.

1° La Coutume attribuait en principe au mari la propriété des meubles appartenant à la femme. Aujourd'hui le mari n'a plus qu'un droit d'administration très étendu sur les meubles dotaux; sur certains d'entre eux, il a même un droit de disposition. Mais à la dissolution du mariage, il doit compte à la femme de leur valeur. Celle-ci a, de ce chef, une créance contre lui, créance garantie par son hypothèque légale.

2° Sous l'empire de la Coutume, les actions immobilières dotales devaient être exercées à la fois par le mari et par la femme. L'article 1549 du Code civil déclare, au contraire, que le mari a le droit de poursuivre seul les débiteurs et détenteurs de la dot, qu'il s'agisse de défendre à une instance ou de former une demande au nom de sa femme.

Toutefois, dans deux cas, le concours du mari et de la femme ou leur mise en cause commune est nécessaire : c'est en cas de demande en partage formée par la femme ou contre elle (art. 818 du Code civil) et en cas d'expropriation (article 2208 C. civ.).

3° La Coutume normande permettait l'aliénation de la dot avec autorisation de justice dans deux hypothèses : pour tirer le mari de prison et pour procurer des aliments à la famille.

Le Code civil est plus large et il écarte dans des cas plus nombreux la règle de l'inaliénabilité, notamment pour payer les dettes de la femme et pour faire de grosses réparations à l'immeuble dotal. En outre, quand il permet exceptionnellement l'aliénation, le Code civil enlève à la femme tout recours contre les tiers. Au contraire, avant le Code civil, la femme gardait ce recours.

4° Malgré l'inaliénabilité en valeur qui protégeait les biens dotaux dans l'ancienne Normandie, ces biens pouvaient être usucapés au cours du mariage, aujourd'hui ils sont non seulement inaliénables et insaisissables, ils sont aussi imprescriptibles.

D'autres différences pourraient être énumérées, mais leur nomenclature n'ajouterait rien à l'idée que nous voulons dégager.

En effet, quoi qu'il en soit, c'est bien la tradition normande elle-même qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours dans les contrats de mariage. C'est sous son inspiration directe qu'un régime original s'est créé dans les cinq départements qui représentent la Province de Normandie disparue, régime qui s'est fait une place à côté des régimes légaux organisés par le Code civil.

Ce régime, éclos dès après la période intermédiaire pendant laquelle la Normandie, dans le désordre des lois et des idées, s'était ralliée momentanément à la communauté entre époux, a été, dès son apparition, adopté dans toute la Normandie. Il a bénéficié de la réaction qui s'est produite à la suite des désastres financiers du Directoire coïncidant avec l'essai malheureux du régime de communauté provoqué par le mouvement de la Révolution en dehors de toute base légale, puisque la Coutume n'avait pas été abrogée ⁽¹⁾.

Ainsi, vers 1820, on ne se mariait en Normandie que sous

(1) V. Huet, *De la communauté stipulée en Normandie sous l'empire de la loi du 17 nivôse an II*, p. 8 et 18. — V. aussi *Jurisprudence de la cour de Rouen*, année 1842, p. 86.

le régime dotal modifié ; même, dans de nombreuses localités, les notaires se refusaient à passer des contrats de mariage sous tout autre régime ⁽¹⁾.

Jusqu'en 1850 environ, la Normandie est restée fidèle à son régime traditionnel, cherchant même à s'en rapprocher davantage par l'adjonction de la clause de réduction de la société d'acquêts aux immeubles.

C'est seulement vers 1860 que se manifeste une tendance, dans certains milieux, à abandonner le régime purement normand. Le mouvement prit naissance dans les villes, et dans les régions limitrophes des anciens pays de communauté. C'est ainsi que l'Orne et la Manche ont vu le régime dotal disparaître dans une grande partie de leur territoire. L'Eure et la Seine-Inférieure ont subi le même phénomène, mais ont montré plus de résistance.

Aussi, bien que la défaveur du régime dotal soit allée en s'accroissant, il conserva longtemps encore son prestige dans ces deux départements et dans le Calvados. Ce n'est que depuis ces vingt dernières années qu'il est en décroissance rapide dans ces régions elles-mêmes où il est remplacé le plus souvent par la communauté réduite aux acquêts ou par le régime légal de communauté.

L'enquête faite en 1898 par la direction générale de l'enregistrement fournit à ce sujet des renseignements intéressants qui corroborent les constatations individuelles faites chaque jour par les notaires. D'après cette statistique, qui a porté sur l'année 1898, le régime dotal se répartit ainsi :

⁽¹⁾ Homberg, *Des abus du régime dotal*, p. 127.

Calvados.	1.232	contrats	316	avec régime dotal.
Eure.	1.014	—	150	—
Manche.	1.724	—	87	—
Orne.	778	—	28	—
Seine-Inférieure.	4.370	—	400	—

Malgré l'absence de toute statistique antérieure ⁽¹⁾ qui eût permis des rapprochements édifiants, ces seuls chiffres donnent une idée du mouvement qui s'est produit dans la population normande contre le régime dotal en faveur du régime de la communauté réduite aux acquêts.

Il a fallu les transformations profondes survenues dans l'ordre économique et social depuis un demi-siècle pour triompher de traditions séculaires d'autant plus vivaces qu'elles étaient restées en harmonie avec le tempérament et les besoins des populations normandes.

Mais l'extraordinaire développement des moyens de communication, amenant un contact permanent avec des éléments étrangers, favorisant une pénétration réciproque d'idées et d'aspirations, a contribué à émousser singulièrement les conceptions traditionnelles. On s'affranchit volontiers d'anciens errements auxquels on ne sent plus la nécessité de recourir.

Ainsi les industriels, les commerçants s'accommodent mal des règles de la dotalité. Leur fortune est essentiellement mobilière et, par suite, la protection qu'ils pourraient trouver dans la dotalité serait souvent inefficace. Par contre, cette dotalité serait toujours pour eux une cause de gêne, car

⁽¹⁾ Il a bien été fait en 1876 un essai de statistique sur cette question. Mais cette tentative n'a pu être menée à bonne fin et les résultats qu'elle fournit sont généralement considérés comme inexacts.

les conditions économiques modernes exigent une mobilité absolue des capitaux et la mise en œuvre de toutes les ressources communes. La communauté de biens peut seule se plier à ces nécessités.

En ce qui concerne les classes pauvres, l'abandon du régime dotal a d'autres causes et notamment il est lié d'une façon très étroite avec l'exode des populations rurales vers les villes. Le cultivateur normand, qui restait de génération en génération à son coin de terre, patrimoine de famille, se laisse maintenant tenter par des salaires élevés et l'existence brillante des grands centres, entrevus dans un mirage souvent trompeur, au moment du service militaire. Dès lors, transplanté dans un autre milieu, dans des conditions d'existence nouvelles, ce cultivateur devenu ouvrier acceptera le régime légal, ou, s'il fait un contrat, il n'adoptera pas, selon toute vraisemblance, le régime dotal qui ne présente plus pour lui aucun intérêt.

Mais dans les campagnes elles-mêmes, qui cependant ont mieux gardé les institutions traditionnelles, le régime dotal a vu son influence diminuer. On a moins qu'autrefois l'amour de la terre et le culte de la propriété de famille; enfin, surtout, la propriété foncière a perdu le prestige qui faisait d'elle, jadis, la seule vraie richesse. La baisse considérable des terres en Normandie est, à ce point de vue, un symptôme significatif. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, qu'on délaisse un régime matrimonial dont le but était d'assurer la conservation du patrimoine immobilier dans les familles?

D'autre part, enfin, le renouvellement successif des titu-

laire des offices ministériels contribue largement à faire pénétrer en Normandie le régime de communauté. Autrefois, les notaires se recrutèrent le plus souvent sur le sol même où ils devaient exercer. Ils y faisaient leur stage, ils étaient habitués, dès leur jeunesse, aux usages traditionnels; ils s'y conformaient et les transmettaient eux-mêmes à leurs successeurs.

Aujourd'hui, les officiers ministériels ont fait pour la plupart leurs études dans les grandes villes où ils ont pris contact avec les différents régimes institués par le Code, et ils s'inspirent, dans les conseils qu'ils donnent, moins d'usages auxquels ils sont étrangers que de la situation des parties et des avantages que peuvent présenter pour elles l'adoption d'un régime matrimonial conforme à leurs besoins.

Telles sont, succinctement exposées, les causes principales auxquelles on peut attribuer le déclin du régime normand au cours de ces dernières années. Ces causes sont profondes. Elles sont en relations étroites avec des changements qui paraissent définitifs.

Malgré tout, le régime dotal est resté en faveur auprès d'une minorité de propriétaires normands jouissant d'une certaine aisance, qui se montrent soucieux de respecter les traditions de leurs ancêtres et désireux d'assurer après eux l'intégrité du patrimoine foncier qu'ils ont reçu de leurs parents. Mais il ne semble pas qu'il y ait là les éléments d'une résistance bien sérieuse au mouvement qui a entraîné l'abandon des institutions matrimoniales traditionnelles. Le régime dotal, ou plutôt le régime original de la Province,

paraît bien destiné à devenir de plus en plus un régime exceptionnel, et, à moins d'un revirement que rien n'annonce, on peut prévoir, pour un temps plus ou moins proche, la conversion totale des cinq départements normands au régime de communauté.

VU : LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
CH. LEFEBVRE.

VU : *Le Doyen*,
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

APPENDICE ⁽¹⁾

I

TEXTE D'UN TRAITÉ DE MARIAGE SOUS SEINGS PRIVÉS RÉDIGÉ EN 1779
SOUS L'EMPIRE DE LA COUTUME NORMANDE

« Ensuiuent les pactions du futur mariage qui sera célébré en face de notre Sainte Mère Eglise catholique, apostolique et romaine, après les cérémonies de l'Eglise préalablement faites et observées. Entre X.....,

D'une part,

Et X.....,

D'autre part.

Lesquels se sont promis la foy de mariage de s'épouser à la première requisition de l'un d'eux, par le consentement, agrément et autorisation de leurs parents et amis soussignés, pour auquel mariage parvenir a dès à present gagé douaire coutumier à la dite affidée sur tous ses biens présents et à venir. Et pour don mobil il a été promis par icelle affidée les meubles qui consistent savoir :

Tous lesquels meubles ci-dessus mentionnés ont été par nous parents estimés valloir la somme de.....

Et au cas que ledit futur allat de vie à décès avant icelle affidée, elle remportera tous ces meubles ci-dessus mentionnés ou ladite

(¹) Nous avons cru intéressant de donner ici : 1^o le texte intégral d'un contrat sous seings privés rédigé sous l'empire de la Coutume normande ; 2^o le cadre d'un contrat normand moderne et des dispositions principales.

somme de..... avec ses bagues et bijoux en exemption de toute dette et hypothèque se réservant au droit de la Coutume de cette province cessant lesquelles clauses et conditions le mariage ne serait accompli. Ce qui a été arrêté et signé double à

Signatures.

II

TEXTE DES DISPOSITIONS LES PLUS GÉNÉRALEMENT ADOPTÉES DANS LES
CONTRATS DE MARIAGE NORMANDS DEPUIS LE CODE CIVIL

Par devant M^e

Ont comparu :

M.....

et M^{lle}.....

Lesquels comparants, dans la vue du mariage projeté entre eux, en ont arrêté ainsi qu'il suit les clauses et conditions civiles.

ARTICLE PREMIER

Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime dotal tel qu'il est établi par le Code civil, sauf les modifications ci-après exprimées.

ARTICLE DEUX

Société d'acquêts.

Les futurs époux établissent entre eux une société d'acquêts qui se composera des bénéfices et économies qu'ils pourront faire pendant le mariage tant en meubles qu'en immeubles, conformément aux dispositions des articles 1498, 1499 et 1581 du Code civil.

ARTICLE TROIS

Apport du futur.

ARTICLE QUATRE

Apport de la future.

ARTICLE CINQ

Constatacion du mobilier à échoir.

Le futur époux devra faire constater par inventaires ou états réguliers tout le mobilier qui écherra pendant le mariage soit à lui, soit à la future épouse afin d'en faciliter la reprise à qui de droit à toute éventualité.

ARTICLE SIX

Constitution de dot. — Modifications.

La future épouse se constitue en dot tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir, et pour leur administration le futur époux jouira de tous les droits et prérogatives attachés à la qualité d'administrateur par l'article 1549 du Code civil interprété dans son acception la plus large.

Malgré la constitution de dot qui précède, la future épouse pourra, avec la seule autorisation de son mari et sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire, vendre, échanger, liciter, partager ou autrement aliéner ses immeubles dotaux, mais à la condition que les prix ou soultes provenant de ces aliénations, lesquelles seront définitives du jour même de l'acte qui les contiendra, seront employés, lors de leur réception, soit à payer le prix d'autres immeubles, soit en achat de rentes sur l'Etat français ou d'obligations des grandes compagnies de chemins de fer, soit en actions de la Banque de France immobilisées, le tout acquis au nom de la future épouse et accepté par elle à titre de remploi, soit en placements hypothécaires sur des immeubles reconnus de valeur suffisante.

Ces prix ou soultes pourront encore être touchés par la future épouse et son mari, sans remploi, si l'emploi en est fait à acquit-

ter des dettes auxquelles la future épouse pourrait se trouver tenue personnellement par suite de succession, donation, legs ou autrement et dans ce cas, cet emploi, accepté par la future épouse, lui tiendrait lieu du remploi exigé par le paragraphe précédent.

La future épouse pourra toucher, conjointement avec son mari sans être assujettie à aucun remploi ni emploi, le prix de toutes cessions de terrain faites à l'amiable pour cause d'utilité publique, soit à l'Etat, aux départements, aux communes ou à toutes compagnies d'intérêt général ou les sommes accordées par suite d'expropriation pour même cause chaque fois que les sommes n'excéderont pas... (1000 francs par an).

ARTICLE SEPT

Reprises de la future épouse.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La Coutume de Normandie.

CHAPITRE PREMIER. — Droits du mari sur l'apport de la femme.	10
I. Immeubles.	10
II. Meubles.	12
CHAPITRE II. — Protection de la fortune immobilière de la femme mariée. .	15
§ 1. Vente consentie par le mari sans le concours de la femme ou par la femme sans autorisation.	16
§ 2. Le mari et la femme ont concouru à l'aliénation	18
I. Le remploi	19
II. Droit de récompense.	21
III. Recours contre les tiers	26
§ 3. Exceptions à la règle de l'inaliénabilité	28
CHAPITRE III. — Droit de la femme aux meubles et aux conquêts à la disso- lution du mariage.	29
CHAPITRE IV. — Les conventions de mariage sous l'empire de la Coutume de Normandie.	33
§ 1. L'apport des époux.	34
§ 2. Le remport conventionnel.	36

DEUXIÈME PARTIE

Les contrats de mariage depuis le Code civil. Généralités.

CHAPITRE PREMIER. — Clause de constitution universelle	42
§ 1. Son but, sa forme. Difficultés d'interprétation.	42
§ 2. Son étendue.	45

	Pages
CHAPITRE II. — Le remploi	51
§ 1. Historique	51
§ 2. Conditions de validité	54
A. Double déclaration	54
B. Acceptation de la femme	55
1 ^o Formes.	58
2 ^o Effets.	58
C. Biens qui peuvent servir à effectuer le remploi	60
1 ^o Immeubles ou valeurs.	60
2 ^o Cession d'un bien du mari	61
3 ^o Dotalisation d'un paraphernal.	64
4 ^o Extinction des dettes dotales	65
D. Epoque du remploi	67
1 ^o Le contrat a fixé un délai	67
2 ^o Silence du contrat sur ce point.	68
3 ^o Remploi par anticipation	72
§ 3. Effets du remploi	74
§ 4. Inexécution du remploi	76
A. Vis-à-vis des tiers acquéreurs	80
1 ^o Qui peut s'en prévaloir	83
2 ^o Effets de l'action en nullité.	84
B. Vis-à-vis du mari	86
CHAPITRE III. — La société d'acquêts	92
I. Généralités	92
II. Composition.	94
III. Administration	97
IV. Dissolution	100
V. La société d'acquêts immobiliers	104
A. Composition et fonctionnement.	105
B. Passif	106
C. Etendue d'application	108
CONCLUSION	111
APPENDICE	119

